

# ALTERS ECHOS

SOLIDARITÉ

ALTERMONDIALISME

ÉCOLOGIE

## CLIMAT : ON FAIT QUOI... ?

ALTERS ECHOS FÊTERA  
T-IL SES 10 ANS ?  
(LIRE P. 12)



Malgré les avertissements de plus en plus pressants des scientifiques et la communauté des climatologues, la conférence de Paris avait une fois de plus oublié une réalité essentielle : les dérèglements et le réchauffement climatique font des ravages et des victimes depuis des années. Il ne s'agit plus d'une menace hypothétique ou lointaine, d'une lubie de futurologues, mais d'une évolution désormais en marche inéluctable dont nous ne voulons pas apercevoir les premières preuves. En France et dans le reste du la planète. Sur nos littoraux et dans nos vignes, comme dans les immenses terres basses du Bangladesh et de la République de Kiribati menacées par la mer ou encore dans les plaines fertiles de l'Inde que les glaciers de l'Himalaya ne parviennent plus à irriguer. Sans que les diplomates du climat ne s'émeuvent vraiment. Emprisonnés, englués qu'ils sont depuis longtemps dans les arcanes politiques, économiques et financières des négociations en cours. Soumis à leurs gouvernements, ils ont une fois de plus joué avec les virgules, les parenthèses ou les phrases ambiguës. Inséparables des illusions du consensus. Pour que les quelques avancées constatées ne changent pas vraiment la réalité qui reste solidement aux mains des multinationales de l'énergie. Lesquelles ne peuvent ni ne veulent accepter la réalité du délabrement de la planète et financent plus ou moins discrètement le noyau dur des « climato-sceptique » qui campent de plus en plus solidement aux Etats-Unis ou des élus imbéciles ont recours aux citations de la Bible pour nier le rôle des activités humaines dans le naufrage annoncé de la planète. Après eux, les déluges et les tempêtes, car il y aura de l'argent à gagner pour réparer...

Bien sûr il ne faut pas oublier que le terrorisme des envoyés spéciaux de Daech, Kalachnikovs au poing, à joué un rôle crucial. Ils ont contribué à la relative défaite, pour ne pas dire déroute, des négociations entre 195 pays que tout oppose, qu'ils soient riches et responsables des errements climatiques ou qu'ils soient pauvres et victimes. D'abord, ils ont contribué, les terroristes, à donner raison à ceux qui expliquent que la sauvegarde de l'environnement n'est pas le souci dominant de nos populations et des peuples du Sud. Ensuite, les tueurs ont permis que les protestations et les angoisses de la société civile ne puissent pas s'exprimer librement et efficacement dans les rues et les forums. (suite p.2)

### ÉDITO...

#### L'esprit Yasuni

« Vos pays qui ont pollué le monde pour se développer, bataillent pour que nous préservions nos forêts et notre nature. Notre air serait aussi le leur. Soit. L'Equateur accepte de freiner son développement au nom de valeurs écologiques universelles. Mais l'Equateur refuse d'en payer seul le prix. Si l'Equateur accepte de contribuer, les autres pays bénéficiaires, en particulier, ceux du G-8, doivent également mettre la main au portefeuille. »

Ainsi s'exprimait le président équatorien Correa à l'ONU, en 2007, suite aux réactions hostiles des ONG dénonçant l'exploitation possible des réserves pétrolières situées dans le parc naturel amazonien de Yasuni. En échange de la non-exploitation de son sous-sol et du non-rejet dans l'atmosphère de 400 millions de tonnes de CO<sup>2</sup> le président équatorien demandait 3,6 milliards de dollars, sur une douzaine d'années, aux plus gros consommateurs de pétrole de la planète, soit la moitié de ce que rapporterait à l'Etat équatorien l'extraction du pétrole : ce qu'on nommera « l'initiative Yasuni-ITT ». Le 22 mai 2014 la licence environnementale pour l'exploitation pétrolière de la réserve naturelle de Yasuni tombait faute de réponse à son appel.

Cruel échec de cette solution avant-gardiste qui proposait en réponse à la mondialisation des atteintes à la planète par l'exploitation et le commerce via les multinationales une « autre mondialisation » : la préservation – mais par les mêmes – des richesses comme bien commun universel. En 2010, Matthieu Le Quang, chercheur à Quito – et auteur de *Laissons le pétrole sous terre!* – écrivait dans *Le Monde* que l'initiative Yasuni-ITT était « une proposition pionnière et innovante, une alternative aux discussions dominantes au niveau mondial ».

Certains parlèrent de chantage... d'autres – dont nous sommes – de solidarité écologique. On aurait pu rêver que lors de cette COP21 l'esprit Yasuni ait prévalu. Mais non. Pourtant, oui, l'accord présente certains objectifs (engagements... ?) ambitieux. (suite p.2)

Mais quels seront les moyens de les faire respecter ? Aucun outil de contrôle... Si les parties signataires « s'obligent » donc, vis-à-vis de la communauté internationale, à respecter les dispositions du texte, aucun tribunal international, aucun gendarme ne les sanctionnera à défaut.

Paul Watson, le bouillant porte-parole de l'ONG Sea Shepherd, a déclaré « Cet accord est juste un conte de fées ». Presque. Et le compte est fait : 196 pays à signer. Maintenant on attend des actes même si nous doutons que fin 2016 pour la COP22 à Marrakech, l'esprit de Yasuni plane enfin... Un vrai coup de main aux pays du sud.

Alters Echos



(Suite de la page 1) Au nom de la sécurité, au nom de la peur qui avait saisi des millions de gens, la classe politique française, complice objective des tueurs fanatisés, a relégué à l'arrière-plan, les preuves que la société civile française et les associations internationales avaient réunies pour les visiteurs, qu'il s'agisse des allées du Bourget ou de ce qui était préparé au Grand Palais de Paris. Pour qu'ils prennent conscience des réalités et pour qu'ils se rendent compte que partout, en France et ailleurs, il existe des solutions pour nous éviter le pire. Loin des principes précautionneux que les négociateurs ont concoctés. Les morts et les blessés de Paris auront masqué les autres dangers.

Alors, un jour ou l'autre, les réfugiés climatiques, se tourneront inéluctablement vers les pays riches pour demander des comptes, pour dire en fuyant et en marchant qu'ils ne sont pas responsables des sécheresses, des inondations, des destructions qui commencent à les pousser vers nos frontières. Ils seront de plus en plus nombreux à se joindre aux réfugiés politiques et aux réfugiés économiques. La question qu'auraient du se poser les diplomates et leurs gouvernements est aussi simple que tragique : comme la limitation du réchauffement à 2° sera de toutes évidences impossible à respecter, que feront nous quand ils arriveront après avoir submergé leur capitales déjà obèses des populations de pauvres et de taudis ? On coulera leurs bateaux ? On les parquera dans des camps sans même leur accorder un statut ? On leur tirera dessus quand ils escaladeront les barrières et les barbelés qui hérissent déjà trop de frontières ?

Faute d'avoir réussi à comprendre ou à admettre les urgences, celles des hommes, des pays et des territoires, les diplomates pusillanimes ont temporisé. D'autant plus qu'après avoir péniblement accouché de quelques décisions, les gouvernements dominants prendront tout leur temps pour ratifier les quelques mesures adoptées. Sans que nul ne puisse, comme après la signature du protocole de Kyoto en 1997, vérifier que les pays respectent leurs engagements. Le temps va passer tandis que les parlementaires de trop nombreuses nations joueront la montre...

Et il est permis de se demander quelles catastrophes, quels cataclysmes inciteront un jour une autre « COP » à prendre des décisions efficaces à même d'éviter les suivantes et d'accorder une véritable statut aux réfugiés du climat qui sont déjà au moins une cinquantaine de millions à errer sur la planète.

 **CLAUDE-MARIE VADROT**  
JOURNALISTE

## Une accumulation illisible d'oxymores

A propos de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la « croissance verte »

Après l'oxymore du « développement durable », nous voilà arrivés dans ce que le déni collectif de la crise écologique peut produire de pire, à savoir la « croissance verte ». Car suite à l'effondrement en cours des économies occidentales depuis 2008, au lieu de se poser des questions de fond sur ce qui nous a mené là et la manière d'y répondre, notre oligarchie éclairée n'a rien trouvé de mieux que foncer la tête dans le guidon sur les rails qui nous y ont mené mais ayant recours à une nouvelle rhétorique qui est celle de la « croissance verte ». Car depuis l'épisode éphémère du « Grenelle de l'Environnement », une idée, qui pourtant n'a rien de nouveau, a surgi dans l'espace médiatique consacré à la crise économique, à savoir que la crise écologique pouvait constituer une opportunité pour relancer une croissance en berne. D'où le succès de cette nouvelle expression destinée aussi à répondre aux oiseaux de malheurs estimant que la cause structurelle de la catastrophe écologique en cours se trouve dans la croissance économique et technique ignorante des limites de la terre<sup>1</sup>.

Sur la forme, le vote de cette loi de 215 articles d'une longueur indigeste s'inscrit dans la lignée de textes récents totalement illisibles et donc inappropriables par le citoyen lambda. De là une absence de rigueur juridique totale caractérisée par des objectifs politiques qui sont présentés sous forme de vœux pieux, sans définition de priorités, sans règles de droit véritablement opposables aux pouvoirs publics comme aux entreprises, sauf en recourant à la magie des chiffres reflet de l'idéologie numérique des temps modernes. Il faut dire que ces textes obèses s'inscrivent actuellement dans un processus législatif inflationniste reflet de la malédiction de la croissance qui affecte non seulement l'économie et la technique mais aussi nos institutions.

Sur le fond même du texte, on peut estimer que malgré des objectifs qui se veulent ambitieux, cette loi n'aboutira à aucun résultat spectaculaire car reposant sur les équivoques de l'idéologie du développement durable, fondement des politiques publiques environnementales depuis une trentaine d'années. Ce dernier concept apparaissant passablement usé aujourd'hui, il est remplacé par celui encore pire de « croissance verte » ! C'est à croire que les rédacteurs de la loi n'ont jamais rien lu de tout ce qui a pu être publié sur cette question depuis le fameux rapport Meadows au début des années 70 !! Alors qu'un texte comme celui-ci devrait être fondé sur la question des limites à fixer à la croissance économique, seul a été retenu un ensemble complexe de mesures techniques

destinées à soit disant donner un nouveau souffle à cette dernière. Le fait est que la crise écologique en cours est alors abordée en se livrant à des exercices rhétoriques censés répondre à son caractère tragique ! De là des objectifs souvent contradictoires conduisant à prétendre diminuer notre consommation d'énergie tout en redéveloppant des activités économiques fondées sur des choix prétendument « écologiques ». Face à notre surconsommation d'énergie et à la pollution qui en découle, s'agirait-il de remettre en question l'explosion actuelle du trafic aérien à l'échelle mondiale ou de stopper l'extension de la banquise automobile du nord au sud de la planète alimentée par la croissance continue de la production de l'industrie automobile ou encore de se poser la question de la consommation exponentielle d'électricité causée par la multiplication des « data enter » elle-même générée par la généralisation du numérique ?? Bien sûr que non puisqu'il s'agit seulement d'inciter cette industrie à produire des véhicules « propres » et peu consommateurs de carburants pour l'instant fossiles ! Repousser les vrais choix douloureux remettant en question la logique suicidaire du capitalisme technicien, tel est le sens profond de cet ensemble de mesures.



Dessin : E. Vega

Il reste toutefois, du moins si elles sont sérieusement mises en œuvre, quelques mesures positives, en particulier concernant la rénovation thermique des bâtiments existants qui à elle seule constitue un énorme chantier dont le financement apparaît extrêmement complexe dans un contexte économique où l'argent public devient difficile à obtenir. Une autre disposition très innovante si elle était prise au sérieux par les collectivités locales est celle de « territoire à énergie positive » (art. L. 100-2-9° du Code de l'Énergie) où la consommation d'énergie ne doit pas excéder les capacités locales de production. A noter également, la reconnaissance et l'organisation du covoiturage qui devrait contribuer à diminuer le nombre de véhicules en circulation par passager. Mais les dispositions les plus intéressantes car les plus ambitieuses visent « l'économie circulaire » dans la mesure où elles s'attaquent à la consommation et au gaspillage d'énergie et de matières premières qui l'accompagne. Ceci étant dit, derrière les objectifs chiffrés présentés par l'article 70 de la loi, on peut noter qu'aucune disposition juridiquement contraignante n'a été imposée à l'industrie et à la grande distribution.

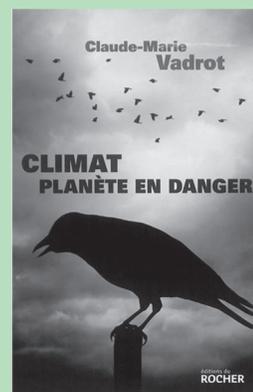
Pour le reste, il s'agit surtout d'un ensemble de réponses techniques à une crise de civilisation dont nos responsables politiques sont loin d'avoir pris la mesure puisqu'en définitive, leurs décisions ne font que contribuer à l'aggraver.

 **SIMON CHARBONNEAU**,  
UNIVERSITAIRE RETRAITÉ ET MILITANT ASSOCIATIF ÉCOLO

## Le dérèglement climatique, c'est maintenant !

La fonte des glaciers, du Groenland au Mont-Blanc en passant par l'Himalaya et les deux pôles ; le littoral français ou les îles et les pays grignotés par la mer qui monte inexorablement ; les ours blancs et les lions de mer qui meurent de faim ; les insectes qui migrent ; le vin qui étouffe sous le degré d'alcool ; les nouvelles maladies ; sans oublier la fuite éperdue des réfugiés climatiques ? Tels sont d'ores et déjà les dégâts et les victimes liés au réchauffement de la planète. Nourri des reportages et des enquêtes de l'auteur, cet ouvrage nous donne toutes les preuves d'une catastrophe en cours et dénonce ceux qui refusent de reconnaître leurs responsabilités dans le dérèglement climatique. À l'heure de la Conférence de Paris sur le climat, Claude-Marie Vadrot nous invite à prendre conscience de ces réalités pour enfin agir et persuader nos dirigeants.

Journaliste, grand reporter, Claude-Marie Vadrot est spécialiste des conflits et des questions environnementales. Il a suivi toutes les conférences sur le climat depuis la fin des années 1970 et a écrit de nombreux ouvrages, notamment sur la protection de la nature et de l'environnement.



## Le Prix de la démesure

- Édition Libre & solidaire -

### Retrouver une société humaine

L'idée de ce livre est née d'une réflexion menée à la suite de l'effondrement économique de 2008.

Cette idée se formule sous la forme d'une question : « Comment se fait-il que l'humanité moderne se retrouve dans un tel désarroi, face à un monde où s'accumulent des menaces aussi multiples qu'imprévues ? » Les réponses se situent dans le droit-fil de la pensée critique du monde moderne qui a guidé l'œuvre de Bernard Charbonneau et celle de Jacques Ellul, ainsi que d'autres auteurs restés méconnus du fait du règne castrateur de l'idéologie progressiste. Cette démarche part de constats d'ordre historique relatifs à la course à la puissance initiée par l'Occident depuis la révolution industrielle. Et cela a pour conséquence le dépassement de toutes les limites : des transports toujours plus rapides, des moyens de communication toujours plus denses, une surinformation permanente... qui plongent l'humanité dans le désarroi. Si nous avons un avenir à imaginer, c'est celui d'un monde à l'échelle humaine.

**Simon Charbonneau** a été maître de conférences à l'IUT « Hygiène sécurité environnement » de Bordeaux, chercheur et directeur de thèses. Il est spécialisé en droit de l'environnement depuis 1975. Membre du comité de rédaction de Préventive Sécurité, il est passionné de nature. Sa spécialisation en droit de l'environnement lui a permis de mettre ses connaissances au service de ses engagements auprès de mouvements associatifs en Aquitaine.



1) Denis Meadows : dernier rapport sur les limites de la croissance et l'interview de son auteur en mai 2012 dans Le Télégramme.com expliquant que la nature va se charger bientôt de stopper la croissance de manière brutale et dramatique.



## L'Accord de Paris ne stabilisera pas le climat

Le concert de louanges et d'applaudissements qui a accompagné le vote de l'Accord de Paris a été tellement fort qu'il a presque conduit à oublier l'essentiel. Le contenu de cet Accord trahit le mandat de la COP21, qui était de contenir le réchauffement climatique au-dessous de +2°C. A l'inverse, l'Accord de Paris nous mène tout droit vers une augmentation de la température moyenne du globe de plus de +3°C. Cette différence d'un degré - et sans doute bien plus - serait une catastrophe pour l'humanité, puisqu'elle nous mènerait à franchir des seuils conduisant à un dérèglement incontrôlable et irréversible du climat. Cette différence d'au moins un degré aura des conséquences tragiques en termes de montée et d'acidification des océans, de multiplication des événements climatiques extrêmes telles que les cyclones, sécheresses, canicules, précipitations intenses, inondations, pénuries d'eau potable et d'aliments, centaines de millions de migrants etc.

L'Accord de Paris est le reflet cruel du manque de rapport de forces actuel du camp voulant empêcher la déstabilisation du climat et construire une transition sociale et écologique juste et ambitieuse. Il doit nous inciter à mettre les bouchées doubles en terme de mobilisations, de construction de réseaux et de mise en place de stratégies efficaces, dans les quelques années que nous avons encore pour gagner les batailles décisives (désinvestissement des énergies fossiles, fin des subventions publiques à ce type d'énergies, blocage de certaines infrastructures et projets climaticides etc.) permettant d'éviter de franchir les seuils d'emballlement climatique.

### Vers les +3°C et sans doute bien plus !

Cet Accord est construit sur la base des engagements volontaires des Etats à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le total de ces engagements et leur effet sur le climat sont connus : ils nous placent sur une trajectoire de +3°C, et ont toutes les chances du monde de la dépasser car ces engagements ne sont ni contraignants, ni assortis de sanctions s'ils n'étaient pas tenus. Dès lors, on se doute bien que nous irons bien au-delà des +3°C, et cela rend difficilement compréhensible l'enthousiasme soulevé par le fait d'inscrire dans l'Accord la volonté de ne pas dépasser les +1,5°C. Le besoin de se réjouir et d'applaudir doit être tellement fort que les mots ont plus de poids que les actes, même quand ils sont en contradiction complète avec ces derniers. Il faut savoir qu'avec l'effet d'inertie des gaz à effet de serre déjà émis au cours des dernières décennies, nous sommes déjà certainement en route vers un réchauffement inéluctable de +1,3°C. Il faudrait donc une révolution énergétique et climatique pour rester en dessous des 1,5°C, alors même que le minimum du minimum (par exemple

commencer à parler des énergies fossiles, et des règles à établir pour en limiter l'extraction aux quantités compatibles avec la stabilisation du climat) n'est même pas contenu dans cet Accord. Même les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre datés (par rapport à 2020 ou 2050 par exemple), précis et fixés par les scientifiques du GIEC n'apparaissent pas dans le texte de l'Accord et sont remplacés par des notions aussi vagues que « dès que possible ». Si les +1,5°C était réellement un objectif pris au sérieux, il faudrait également prendre de telles mesures radicales immédiatement, alors même que l'Accord de Paris ne rentrera en application qu'à partir de 2020.

On aurait pu imaginer qu'au vu de la gravité et de l'urgence du problème climatique, on arrache au moins dans cette COP21 la mise en place de mécanismes de révision - obligatoires et à la hausse - du niveau totalement insuffisant des engagements de réduction de gaz à effet de serre des Etats dans les plus brefs délais. Il n'en est rien, et le mécanisme de révision n'interviendra qu'à partir de 2023-2025, bien trop tard pour éviter de franchir à terme les +3°C.

### Injustice climatique

Le remplacement de l'objectif de décarbonisation par celui beaucoup plus ambigu d'objectif Zéro émissions nettes est dangereux. Il est imposé par ceux qui veulent que rien ne change, qu'on maintienne les mêmes modèles de production, de consommation, de transports, de production et de transformation de l'énergie, etc. fortement émetteurs de gaz à effet de serre, en misant sur d'improbables et nocives technologies de stockage et de séquestration, méthodes de compensation injustes et souvent inefficaces. Cette logique est porteuse de futures fragilisations, exploitations et aliénations des populations les plus pauvres et les plus vulnérables. L'exclusion de l'Accord des émissions de gaz à effet de serre - pourtant en croissance exponentielle - du transport international aérien et maritime s'inscrit dans la même fuite en avant irresponsable.

La justice climatique a également essuyé de sérieux revers dans l'Accord de Paris. Il n'y aura pas de financements additionnels pour les 100 milliards de dollars destinés aux pays du Sud et pour leur permettre d'atténuer leurs émissions de gaz à effet de serre et de se protéger des impacts (montée des océans, inondations, sécheresse, cyclones). Ces 100 milliards annuels ne sont pas inscrits dans

l'Accord lui-même mais dans les décisions de la COP21 et pourront donc être remis en cause lors des prochaines COP, ce qui rajouté à cette absence de source additionnelle fragilise fortement ces financements. De plus le manque de précision concernant la nature même de ces financements qui peuvent n'être en grande partie que des prêts - et pas des dons - et l'absence de quantification précise du volet adaptation compromet gravement les moyens nécessaires pour protéger les pays du sud des conséquences dramatiques d'un dérèglement climatique auquel ils n'ont quasiment pas contribué depuis la révolution industrielle. Enfin, la recon-

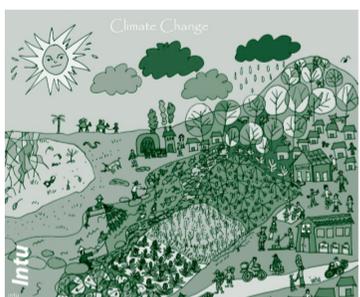
naissance juridique de la responsabilité historique des Etats du nord de la crise climatique - qui aurait pu ouvrir la voie à des indemnités et compensations pour les dégâts climatiques subis par les pays les plus pauvres - n'a pas été retenue dans la partie Pertes et dommages de l'Accord. L'injustice climatique reste donc totale.

Pour Alternatiba, rien n'est donc réglé avec la COP21, au contraire. La mobilisation citoyenne, les résistances, la construction d'alternatives, leur généralisation restent plus d'actualité que jamais. L'action de la société civile revêt même un caractère d'urgence si nous voulons préserver des conditions de vie civilisées sur terre.

Les mobilisations du 12 décembre - le lettrage humain géant « Climate Justice Peace » sur Paris, l'action des Lignes Rouges, et le rassemblement sur le Champ-de-Mars devant la Tour Eiffel - doivent être le point de bascule vers une mobilisation d'une ampleur nouvelle pour relever le défi climatique. C'est le sens de la déclaration de l'Etat d'urgence climatique qui a été lancé ce samedi lors du rassemblement final au Champ-de-Mars. Alternatiba assumera ses responsabilités et apportera sa contribution à la bataille mondiale pour stabiliser au plus vite le climat, et pour mettre en place une justice climatique indispensable pour garantir une paix durable et des sociétés soutenables. C'est l'enjeu de la réflexion et du débat interne que nous menons aujourd'hui au sujet l'évolution de notre action à partir de 2016. Les conclusions en seront tirées lors de la Coordination européenne des Alternatiba que nous tiendrons à Bordeaux les 20 et 21 février prochain.



**ALTERNATIBA**  
Contact : [www.alternatiba.eu](http://www.alternatiba.eu)



## COP21: L'accord de Paris n'est que le point de départ

La conférence sur le climat de l'ONU (COP21) s'est achevée le 12 décembre sur un accord qui marque sans conteste une étape majeure dans la lutte contre le changement climatique. Pour la première fois depuis le début des négociations climatiques en 1992 et six ans après la débâcle de Copenhague, l'ensemble des Etats du monde entier se sont mis d'accord pour adopter un accord universel et politiquement contraignant qui servira de référence dans les années à venir pour accélérer une transition énergétique juste.

Mais les discours parfois inspirés des 150 chefs d'Etat lors de l'ouverture de la COP n'ont pas survécu aux marchandages habituels des négociations.

Tout en fixant un cap ambitieux - maintenir la hausse des températures en-dessous de 2°C, et si possible 1,5°C - l'accord en lui-même ne nous donne pas les moyens d'y parvenir. Rappelons que les contributions actuelles de plus de 190 pays, couvrant environ 90% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, nous mettent sur une trajectoire de +3°C et que le calendrier repousse à plus tard les efforts qui devraient être fournis dès aujourd'hui pour éviter les conséquences toujours plus dévastatrices du changement climatique. En effet, l'accord ne prévoit de revoir les engagements nationaux qu'en 2025, soit dans dix ans, ce qui est bien trop tardif selon la science, si l'on veut avoir une chance de contenir le réchauffement en dessous de 1,5°C.

### Le financement de l'adaptation, parent pauvre des négociations

Avec près d'un degré de réchauffement par rapport à la période pré-industrielle, les populations les plus pauvres subissent déjà de plein fouet les aléas climatiques de plus en plus fréquents et violents (tempêtes, sécheresses, inondations) alors qu'elles en sont les moins responsables. Un rapport d'Oxfam montre que la moitié la plus pauvre de la population mondiale - soit 3,5 milliards de personnes - n'est responsable que de 10 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>. En revanche, les 10 % les plus riches de la planète émettent environ la moitié des émissions mondiales.

Pourtant les populations les plus vulnérables sont les grands oubliés de l'accord de Paris. Les annonces financières faites avant et pendant la COP, même si elles sont bienvenues, restent une goutte d'eau par rapport aux besoins criants des pays en développement qui devront déboursier plus de 500 milliards de dollars par an d'ici 2050 pour financer l'adaptation dans l'hypothèse d'un réchauffement de 2°C :

construction de digues et maisons surélevées pour faire face à la montée des eaux, mise en place de systèmes d'irrigation, développement de semences adaptées etc. Ce chiffre passe à près de 800 milliards dans un monde à 3°C. Or l'accord ne prévoit aucun objectif chiffré permettant de rééquilibrer les financements actuels - selon l'OCDE, seul 16% vont à l'adaptation - et les formulations sont trop vagues pour garantir que les financements futurs seront à la hauteur des besoins.

L'existence des pertes et dommages - conséquences du changement climatique auxquelles il n'est pas possible de s'adapter - est désormais reconnue. Cette avancée majeure est néanmoins limitée par une clause inscrite dans la décision de COP qui exclut toute idée de compensation de la part des pays pollueurs. Les conséquences juridiques de cette clause sont encore incertaines et devront être éclaircies dans les prochaines années.

### Et maintenant ?

Il n'y a donc pas de temps à perdre et les gouvernements doivent revenir à la table des négociations avant l'entrée en vigueur de l'accord en 2020 afin d'aller plus loin dans la réduction des émissions et de faire preuve de plus de solidarité avec les populations les plus vulnérables.

François Hollande a pris plusieurs engagements en ce sens lors de son discours de clôture : réviser l'objectif de réduction des émissions de la France ainsi que sa contribution financière, notamment à destination de l'adaptation. Mais, dans le même temps, la France adoptait un budget 2016 dans lequel les crédits budgétaires d'Aide publique au développement étaient en baisse de 10%. Nous serons donc particulièrement vigilants sur la mise en œuvre effective des différentes annonces, la France restant présidente de la COP en 2016 avant de passer le flambeau au Maroc en novembre prochain.

### Une mobilisation sans faille des citoyens

La COP21 aura aussi permis de montrer l'existence d'un vaste mouvement pour la justice climatique, vibrant et fort de sa diversité. Plus d'un million de personnes ont battu le pavé à travers le monde, y compris à Paris où plus de dix mille personnes se sont données la main lors d'une chaîne humaine pacifique, malgré un contexte difficile suite aux attentats du 13 novembre. La société civile sort grandie de Paris : elle continuera de jouer son rôle de vigie en réclamant plus d'ambition de la part des gouvernements pour que les promesses d'aujourd'hui soient les actions de demain.

**ARMELLE LE COMTE**  
Oxfam France



# Peuples solidaires

Trois questions à Audrey Arjouné, chargée de mission Justice Climatique à Peuples Solidaires-ActionAid France.

## Qu'attendiez-vous de la COP21 ? Comment s'est-elle déroulée ?

« La lutte contre les changements climatiques ne peut être que globale et devait donc être une priorité de la Conférence des Nations Unies sur le climat (COP21). Aujourd'hui, c'est le seul espace démocratique à l'échelle internationale capable de prendre les mesures de grande ampleur nécessaires face à l'urgence climatique. A la COP21 je représentais Peuples Solidaires-Action Aid France dans les espaces de négociations officielles. Mon rôle était de faire pression pour que la solidarité internationale entre les pays Nord et Sud soit reconnue, à la fois dans l'accord et dans la mobilisation citoyenne. Par exemple, nous avons dénoncé les entreprises polluantes et peu respectueuses des droits humains lors d'une action à l'événement #solutionCOP21 au Grand Palais à Paris. Les multinationales Avril Sofiprotéol et Engie, partenaires de la COP21, y mettaient en vitrine leur greenwashing. Ces entreprises, dont les activités ont causé entre autre des accaparements de terre, ne font pas partie des solutions pour le climat et la sécurité alimentaire. »

## En quoi l'accord adopté est-il insuffisant pour lutter contre la pauvreté ?

« L'enjeu principal de l'accord était de reconnaître la responsabilité historique des pays riches dans les changements climatiques et d'organiser le soutien à l'adaptation des pays déjà affectés par ses impacts, tels que le dérèglement des saisons, la hausse moyenne des températures et les catastrophes naturelles. Or, le traité signé ne fait pas justice aux populations menacées par le changement du climat. Les pays les plus riches n'ont pas fait preuve d'assez d'ambition ni de volonté politique face à l'urgence climatique. Ni la protection des droits humains ni la sécurité alimentaire ne sont reconnus dans l'accord comme étant des préalables à protéger face aux changements climatiques. Pourtant la société civile et la science ont démontré que des millions de personnes supplémentaires risquent de souffrir de la faim et de la pauvreté. »

## La COP21 est à présent terminée. Allez-vous poursuivre vos actions pour défendre les communautés les plus impactées ?

« Dès aujourd'hui, nous allons tout faire pour maintenir la mobilisation citoyenne et la pression politique pour rehausser l'ambition des engagements pris à la COP21. Jusqu'à ce que justice sociale et climatique soient une réalité pour les populations du Sud. Le soutien de tous nos donateurs est essentiel pour que nous puissions réussir ! »

Contacts : [peuples-solidaires.org](http://peuples-solidaires.org)  
01 48 58 21 85



## Le Climat...

Le capitalisme est mort. Même s'il ne le sait pas encore. Si je caricature Schumpeter et que je résume sa pensée à « la destruction créatrice » j'observe que le capitalisme de prédation vit ses derniers moments. En écoutant attentivement les scientifiques réunis au groupe international des experts du climat, le GIEC, on comprend que les ressources naturelles, fissibles, fossiles, minières, les ressources halieutiques sont épuisées. Surexploitées depuis la première révolution industrielle, c'est à dire depuis près de deux cents ans, elles ont été principalement transformées en chaleur et lumière. Sans contrôle. La preuve est faite que le réchauffement climatique est d'origine anthropique. En revanche il n'est pas certain que le seuil de bascule climatique ne soit pas déjà dépassé. Ce seuil de bascule est établi à 2° Celsius d'augmentation sur la Planète, à 0,8° nous voyons déjà les effets sur nos vies.

Comment vivre et travailler, sans tenir en compte cette réalité ? C'est psychologiquement impossible de recevoir la longue liste des très mauvaises nouvelles environnementales, climatiques et sociétales et de continuer à faire comme si de rien n'était. On nous dit « la croissance est en berne, il faut consommer ». On nous dit aussi que « trouver un travail en CDI avant 35 ans est quasi impossible, et qu'après 40 ans on est dépassé ». On nous dit encore que les ressources s'épuisent, que le climat se réchauffe, qu'il faudrait changer de manière de vivre pour s'adapter.

Bref on nous adresse des « injonctions paradoxales ». En psychiatrie il est établi que l'injonction paradoxale rend fou. Fait cela et fait le contraire en même temps. Respecte l'environnement et baisse l'impact de ton activité sur l'environnement, mais consomme plus pour relancer la croissance, par exemple.

Faire face à ces paradoxes est donc impossible à soutenir.

Depuis vingt ans dans le nord de la France, dans une usine de production d'enveloppes en papier pour les courriers de gestion, nous avons décidé de sortir complètement du schéma conventionnel pour construire une alternative vivable.

Il faut préciser que l'effondrement, on connaît. Depuis quarante ans, quand on ne nous dit pas que l'administration vise le zéro papier, on nous promet de raser gratis avec successivement, le fax, le minitel et maintenant l'internet. Donc notre marché de 23 milliards de plis transportés par la Poste en 2000 s'effondre à 15 milliards en 2015 et on prévoit 10 milliards en 2020. Autre effondrement : utiliser du papier détruit la forêt. Pour travailler nous serions condamnés à massacrer les ressources naturelles vitales.

Pas résignés, nous sommes allés dans la forêt trouver un fabriquant de papier qui nous garantisse que son produit tiendrait les

engagements suivants. Qu'à chaque arbre coupé on en replante au moins trois. On sait que c'est dans les dix premières années de pousse que l'arbre emprisonne le plus de CO2. Que ces arbres soient coupés pour la charpente et que les résidus de coupe, les copeaux soient ramassés pour faire la pâte à papier. Que l'eau utilisée pendant la production soit nettoyée et renvoyée dans l'environnement. Que les forêts soient exploitées en coupe d'éclaircies et que les replantations se fassent dans le respect de la biodiversité des essences locales.

Pas décidés non plus à perdre notre citoyenneté en franchissant les portes de l'entreprise, nous avons tout changé à l'usine. Par exemple nous récupérons l'eau de pluie en toiture. L'eau est filtrée par les végétaux qui tapissent la toiture. Ce qui n'est pas évapotranspiré par la photosynthèse est stocké dans des cuves. On utilise de l'encre pour imprimer nos deux milliards d'enveloppes par an. Depuis 1999 c'est une encre à base d'eau, de pigments naturels, sans solvants et sans métaux lourds. Pour nettoyer les outils on peut donc mélanger l'eau de pluie à du savon de Marseille. La boue qui en résulte est souillée mais pas toxique. Elle est diffusée en goutte à goutte sur le système racinaire de la bambousaie de phyto remédiation que nous avons plantée. Les bactéries s'activent et décomposent les souillures dont le bambou se nourrit. Après quatre ans le bambou moins efficace est coupé, séché et on se chauffe avec, dans notre chaudière à bois. Du coup on a aussi coupé le gaz.

Avec l'eau de pluie on se chauffe ! Et nous sommes devenus auto suffisants en ressources hydriques.

Il a suffi pour cela que collectivement nous décidions de ne jamais distribuer de dividendes. Notre travail, lorsqu'il est rentable, produit un résultat que nous investissons dans la réduction de la pénibilité, la réduction de notre impact sur l'environnement et la circularité. Chez nous les salaires s'échelonnent de 1 à 4.

On fait des « économies », on peut produire sans détruire et relier naturellement le travail avec l'environnement et le climat.

 EMMANUEL DRUON,  
POCHECO

A paraître en janvier 2016, « *Économie, entreprendre sans détruire* ». Actes Sud. Domaine du possible/Colibris. Préface de Rob Hopkins.

## LE SYNDROME DU POISSON LUNE

Le Poisson Lune est le seul organisme vivant qui croît sans discontinuer, jusqu'à la mort. Le syndrome du Poisson Lune est cette logique qui anime nos sociétés, fondée sur la croissance sans limite. Entrepreneur atypique et profondément sensible, Emmanuel Druon prend très rapidement conscience que ce modèle épuise les ressources naturelles, les espèces, les gens et qu'il n'y aura bientôt plus rien à épuiser. Il décide alors d'engager une transformation radicale de l'entreprise Pocheco. Bientôt rejoint par une équipe inspirée, ils inventent ce que nous appelons désormais l'économie circulaire : tout, ou presque est recyclé, les déchets sont utilisés comme des ressources, la production de papier, d'encre, d'électricité sont issus de sources renouvelables. L'usine est autonome en eau, surplombée de ruches et bordée par un verger. Ils démontrent, par l'exemple, que la solidarité, la direction écologique et sociale donnée à l'entreprise, la participation de tous, donne du sens au travail de chacun, permet une constante amélioration des relations humaines et ainsi, de l'efficacité. A l'heure où nous ne voyons pas d'issue à la désindustrialisation, à la délocalisation et à la montée inexorable du chômage, cet ouvrage propose une nouvelle voie. Une autre façon d'entreprendre ensemble est possible : elle existe déjà à Forest-sur-Marque, dans l'usine de Pocheco.

« Nous passons un tiers de notre vie à dormir et un tiers de notre vie au travail. Mieux vaut avoir un bon lit et un bon job. »



 EMMANUEL DRUON



Merci au CADTM pour le texte ci-dessous. Le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde a été fondé en Belgique le 15 mars 1990. C'est un réseau international constitué de membres et de comités locaux basés en Europe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Il agit en coordination avec d'autres organisations et mouvements.

Contact : <http://cadtm.org/> e.mail : [france@cadtm.org](mailto:france@cadtm.org)

## POURQUOI LE DÉBAT SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE FAIT FAUSSE ROUTE

Alors que les signes d'un réchauffement global se multiplient, les débats sur le sujet sont légion et, pour beaucoup, passent complètement à côté des questions centrales, à savoir celles du monde de production, de la libéralisation à outrance ou encore des rapports de domination entre individus et régions du monde. La majorité des intervenants « spécialistes » de la question restent pour la plupart cloisonnés dans un certain cadre, celui du capitalisme libéral. Or, force est de constater que jusqu'à maintenant, toutes les solutions envisagées au sein de ce système restent sans succès. S'il faut évidemment se méfier d'un modèle clé en main, il est nécessaire de remettre en cause un certain nombre d'idées reçues si on veut faire avancer le débat et envisager une possible sortie de l'impasse.

### « Nous sommes tous dans le même bateau »

Cette phrase, notamment prononcée par Jean Pascal Van<sup>1</sup>, illustre un état d'esprit largement partagé par un grand nombre de chercheurs s'intéressant à la question et pourtant passe complètement à côté du problème. S'il est indéniable que nous habitons tous la même planète, nous ne l'habitons pas tous de la même façon : par conséquent, nous ne sommes pas tous responsables du réchauffement global de la même manière et nous ne subirons pas tous ses conséquences de la même façon. Pour rester dans l'analogie maritime, le syndrome du Titanic, idée chère à Nicolas Hulot<sup>2</sup>, ne doit pas nous faire oublier qu'existaient dans ce navire différentes classes pour qui le naufrage n'aura pas les mêmes conséquences<sup>3</sup>. Bien que sur du long terme, l'ensemble de l'humanité sera vraisemblablement touchée par les impacts d'un réchauffement global, il est clair que ce sont avant tout les plus pauvres qui en subiront les effets les plus rapides et les plus dramatiques. Cela se produit déjà puisque de nombreux pays du tiers monde, de par leur climat tropical et leurs faibles moyens financiers, connaissent déjà de plus en plus d'événements climatiques extrêmes et assistent impuissants à la fonte des glaciers continentaux et à la dilatation des eaux océaniques. Une comparaison entre les Pays-Bas et le Bangladesh est éloquent puisque pour une situation semblable (tous deux en partie sous le niveau de la mer), le premier est en train de construire une digue de plusieurs milliards d'euros pour faire face à une montée des eaux tandis que le second, incapable de faire de même, ne peut qu'attendre le déluge en regardant son voisin indien renforcer des murs à la frontière pour empêcher l'arrivée des millions de migrants climatiques à venir<sup>4</sup>. Cette situation dépasse la fameuse grille de lecture caricaturale Nord-Sud puisque même au sein des pays riches, les populations les plus précaires figurent fréquemment parmi les plus vulnérables<sup>5</sup>. L'exemple de la Nouvelle Orléans est là pour nous le rappeler<sup>6</sup>.

### Une question avant tout économique

À de rares exceptions<sup>7</sup>, les solutions au réchauffement climatique envisagées ne remettent jamais en cause l'idéologie

dominante du marché, du libre-échange et de la Croissance : on nous parle de développement des énergies renouvelables et des transports en commun, d'un soutien aux producteurs locaux et d'agroécologie, de normes et de labels sur les produits que nous achetons, d'une meilleure éducation à la consommation... Ces éléments ne sont évidemment pas contestables en soi mais imaginer que ces mesures se développeront et se suffiront à elles-mêmes relève au mieux de la naïveté, au pire de l'hypocrisie. En effet, si tout cela n'est pas développé comme on le voudrait, c'est surtout parce que de nombreux acteurs qui détiennent un pouvoir considérable n'y ont tout simplement pas intérêt. Parmi ces derniers figurent notamment les compagnies pétrolières, pour qui le mode de vie à l'américaine (banlieues résidentielles, voiture individuelle, séparation des lieux d'activité...) constitue une partie significative de leurs profits ou encore les multinationales de l'agrobusiness accaparant des ressources considérables destinées à une production intensive. N'en déplaise à Pierre Rabhi, promouvoir une agriculture en symbiose avec son



milieu quand une majorité de paysans à travers le monde sont dépossédés de leur terre risque fort de rester lettre morte si on ne revendique pas en parallèle une réforme agraire et une plus juste redistribution des terres.

Dans le même ordre d'idées, la relocalisation des activités économiques ne pourra se faire tant que la libéralisation des capitaux et des marchés permettra aux grandes multinationales en tout genre d'empocher toujours plus de bénéfices en délocalisant leur production à l'autre bout de la planète, multipliant par-là les transports de marchandises<sup>8</sup>. Plus généralement, si la surconsommation est (à juste titre) régulièrement pointée du doigt, combattre ce problème passe sans doute davantage par des mesures radicales telles que l'interdiction de la publicité dans l'espace public et médiatique ainsi que la fabrication d'objets plus solides et plus durables plutôt que par la culpabilisation de tout un chacun quant à leur mode de consommation. C'est probablement cette culpabilisation qui permet de comprendre le désintérêt pour les questions environnementales de nombreuses personnes. Par ailleurs, il est nécessaire de questionner les politiques économiques mises en œuvre si l'on veut parvenir rapidement à une « transition énergétique ». Alors que de nombreux mouvements écologistes prônent l'abandon de la voiture

individuelle, peu parmi ces derniers s'insurgent et luttent contre le démantèlement des services publics, en particulier des transports en commun ; alors que de nombreuses voix s'élèvent pour que l'Etat investisse dans des économies d'énergie et dans les énergies renouvelables, peu protestent contre le remboursement de la dette publique illégitime, en grande partie à destination du monde bancaire. On le voit bien, une posture écologiste cohérente ne pourra se faire sans s'attaquer à la racine du mal, à savoir la recherche d'un profit sans limite par des acteurs définis dans un contexte d'économie de marché libéralisée à outrance.

### Reconnaître et mettre fin à la dette écologique

En outre, la configuration du monde actuel empêchera clairement tout accord contraignant entre les différents pays de l'ONU. L'impasse peut être résumée de la façon suivante : les pays pauvres aspirent légitimement au « développement »<sup>9</sup> mais les limites de la planète le leur refusent, tout comme les discours culpabilisants de nombreux dirigeants occidentaux (pointant la Chine comme le principal responsable). Or, ces pays rappellent, à juste titre, qu'historiquement, l'augmentation des gaz à effet de serre est en grande partie causée par l'industrialisation de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du Japon (le fait que la Chine a récemment atteint le peloton de tête ne change fondamentalement rien à ce constat)<sup>10</sup>.

Par conséquent combiner la lutte contre le réchauffement climatique à ces aspirations légitimes implique de reconnaître une dette écologique<sup>11</sup> du Nord vis-à-vis du Sud et surtout traduire cela dans les faits, à savoir annuler purement et simplement la dette financière du tiers monde ; transférer les technologies propres vers les pays qui en sont dépourvus ; envisager des réparations et des fonds pour permettre à ces pays de faire face aux conséquences du réchauffement (fonds prélevés non sur les budgets des Etats mais sur les bénéfices des multinationales principales responsables du désastre) ; remettre en cause les règles de libre-échange de façon à permettre de renforcer une autonomie alimentaire et économique au détriment des politiques privilégiant l'exportation... Tout cela devra inévitablement passer par d'importantes mobilisations, nationales et transversales au Nord et au Sud, afin de trouver des convergences de lutte entre les populations victimes d'un modèle économique à la fois destructeur pour la nature mais également socialement inacceptable. Le système économique montre ses contradictions et nous devons en profiter pour faire converger les luttes écologistes et syndicales. Si les syndicats doivent urgemment tenir compte des limites de la planète et questionner les concepts de Croissance et de pouvoir d'achat, les mouvements écologistes doivent impérativement envisager la transition énergétique en remettant en cause les rapports d'exploitation et de domination entre régions du monde et entre classes sociales. Dans le cas contraire, aucun accord international sérieux n'est envisageable et pire encore, les idées écologistes resteront des beaux principes réservés à une classe moyenne aisée, souvent urbaine et déconnectée de la réalité des classes populaires.

 **RENAUD DUTERME,**  
ENSEIGNANT\*

9) Pour des raisons évidentes, nous mettons ce mot entre guillemets, tant pour ces connotations occidentocentriques que pour sa focalisation sur la Croissance.  
10) D'autant plus qu'une partie significative des émissions de CO<sub>2</sub> de la Chine provient de ses exportations, notamment à destination des pays les plus riches. Cela dit, la Chine n'est évidemment pas un modèle du point de vue écologique, en atteste la situation déplorable de son environnement (pollution de l'air et des mers, empoisonnement chimique, désertification, ...)  
11) Pour une synthèse sur l'idée même de dette écologique et ses débats, lire notamment De Ruest Eric et Duterme Renaud, La dette cachée de l'économie, Les Liens qui Libèrent, Paris, 2014.

1) Climatologue belge vice-président du Groupe d'Experts Intergouvernementaux pour le Climat (GIEC)

2) Titre d'un film dont il est le réalisateur.

3) 60% des passagers de première classe survécurent, contre 42% de deuxième classe et seulement 25% de troisième classe.

4) Voir le livre-photos Turine Gaël, Le mur de la peur, Actes-Sud, Paris, 2014.

5) Lire à ce sujet l'excellent livre de Keucheyan Razmig, La nature est un champ de bataille, paru en 2014 aux éditions Zones. Ce livre explore la thèse d'un racisme environnemental, à bien des égards nettement plus pertinente que les nombreuses analyses des spécialistes des changements climatiques.

6) Voir notamment Klein Naomi, La stratégie du Choc, Actes Sud, Paris, 2008.

7) Souvent à chercher du côté des courants de l'écologie sociale et/ou de la justice environnementale. Lire respectivement Lowy Michael, Ecosocialisme aux éditions Mille et Une Nuits ; Bookchin Murray, Une société à refaire, aux éditions Ecosociété ou Martinez Aliez Juan, L'écologie des pauvres, éditions Les Petits Matins.

8) À cet égard, les délocalisations ont une conséquence collatérale importante sur la prise de conscience environnementale des consommateurs puisque ces derniers ne perçoivent pas les externalités négatives de la production de leurs biens consommés.

\* Renaud Duterme est actif au sein du CADTM Belgique, il est l'auteur de *Rwanda, une histoire volée*, éditions Tribord, 2013 et co-auteur avec Eric De Ruest de *La dette cachée de l'économie, Les Liens qui Libèrent*, 2014



# SURFRIDER FOUNDATION EUROPE : UN OCÉAN EN BONNE SANTÉ, C'EST UN CLIMAT PRÉSERVÉ

Surfrider Foundation est une association mondiale à but non lucratif, chargée de la protection et de la mise en valeur des lacs, des rivières, de l'océan, des vagues et du littoral. Créée en 1990 par un groupe de surfeurs locaux, elle regroupe aujourd'hui plus de 9 000 adhérents en Europe et agit sur 14 pays via ses antennes bénévoles. C'est donc par le prisme initial de surfeurs que l'association s'est développée autour des questions de la préservation des océans

Depuis 25 ans, l'ONG Surfrider Foundation Europe s'est engagée à défendre le littoral et les océans. Il était donc incontournable pour Surfrider de se positionner sur la question du changement climatique qui a des conséquences cruciales sur les océans. Surfrider était présente à la COP 21 sur le site du Bourget, dans la zone des négociations et dans l'espace dédié aux acteurs de la société civile. Elle a ainsi pu porter ses revendications et sensibiliser les personnes présentes à ces enjeux.

## LES OCÉANS GRANDS ABSENTS DES NÉGOCIATIONS

Une des raisons qui a poussé Surfrider à se mobiliser plus que jamais pour la COP 21, c'est que les océans ne sont pas pris en compte dans les réglementations. A l'heure où nous écrivons cet article nous ne pouvons pas dire si cela a changé et s'ils ont été intégrés ou non dans l'accord de Paris. Pourtant l'océan est une composante essentielle de la machine climatique. Sa dégradation a un impact direct sur le climat ; en retour, les changements climatiques affectent les milieux marins et côtiers, ainsi que les populations qui en dépendent. Pour faire reconnaître le rôle des océans Surfrider a

activé différents leviers tout au long de l'année : la sensibilisation et l'éducation, des actions de lobbying ainsi que tout un travail d'expertise développé autour des enjeux océan et climat.

## LE SURFRIDER CAMPUS TOUR 21 : PORTER LA VOIX DES CITOYENS

Pour évoquer un sujet souvent complexe pour les non-initiés, Surfrider a lancé la 8 juin 2015, à l'occasion de la journée mondiale des océans, le Surfrider Campus Tour 21 (SCT21), projet labélisé COP21. Surfrider est ainsi allée à la rencontre des citoyens pour les sensibiliser aux enjeux qui lient Océan et Climat en proposant des conférences, des parcours pédagogiques, des ateliers artistiques ou encore des formations.

L'objectif du SCT 21 était ainsi de porter la voix des citoyens lors de la COP 21, étape finale de ce périple européen et cela afin que les Océans soient enfin entendus et pris en compte.



Il s'agissait de montrer aux décideurs politiques que les citoyens sont concernés par ces questions et veulent que des mesures concrètes et effectives soient prises.

## UN OCÉAN EN BONNE SANTÉ, C'EST UN CLIMAT PRÉSERVÉ

La COP 21 a aussi été l'occasion de présenter le plaidoyer de la Plateforme Océan et Climat dont fait partie Surfrider avec plusieurs acteurs de la société civile et de la recherche. Il reprend ainsi les enjeux liés à l'océan et aux zones côtières et met aussi l'accent sur la nécessité d'avoir un accord qui soit complété par des mesures spécifiques concernant l'atténuation, l'adaptation, la science et le financement. Parce qu'il y a désormais urgence à agir pour sauvegarder les océans, ce plaidoyer présente 9 recommandations concrètes en faveur de l'océan :

- Produire pour les décideurs un état de la science sur les enjeux et les mesures appropriées concernant les océans et les changements climatiques, notamment par le biais d'un Rapport Spécial du GIEC sur l'océan.
- Considérer l'importance d'écosystèmes sains et fonctionnels face au changement climatique, en accélérant la mise en place d'un réseau cohérent et résilient d'aires marines protégées.
- Reconnaître le rôle des écosystèmes marins et côtiers en tant que puits naturels de carbone (carbone bleu).
- Développer les Énergies Marines Renouvelables (éolien, hydrolien, énergies marémotrices et houlomotrices), tout en préservant la biodiversité marine.

- Accompagner la transition énergétique du transport maritime et développer des solutions technologiques innovantes pour des navires plus sûrs et plus respectueux de l'environnement.
- Soutenir prioritairement les mesures d'adaptation pour les régions les plus vulnérables, en particulier les zones côtières des pays en développement (PED), les territoires et les petits Etats insulaires.
- Renforcer le transfert de technologies vers les pays et les régions océaniques et côtières les plus vulnérables. La coopération internationale doit compter des projets d'adaptation et de préservation des écosystèmes marins.
- Dédier explicitement une part du Fonds Vert aux projets marins et côtiers (protection des mangroves, zones humides et vulnérables dont la capacité de stockage du CO2 est très importante)
- Mieux articuler la Convention-Cadre des Nations unies sur les Changements climatiques avec les accords existants relatifs à l'océan, notamment les « Objectifs du Développement Durable (ODD) »

L'océan est une source inestimable de richesses, pour l'environnement mais aussi pour nous. Espérons que le message ait été entendu par les dirigeants politiques lors de la COP 21. Dans tous les cas Surfrider continuera de défendre les océans en portant ses revendications.

 SURFRIDER FOUNDATION EUROPE



BLOOM est une association fondée en 2005. BLOOM œuvre pour changer le paradigme économique qui gouverne l'exploitation de nos océans, afin de favoriser la protection de l'environnement et des intérêts sociaux, aujourd'hui lésés par des activités industrielles destructrices. Dans son rapport de 2014, la FAO rapportait également que près de 90% des stocks étaient pleinement exploités ou surexploités. En Europe, le problème est encore plus prégnant : 40% des stocks sont surexploités, particulièrement en Méditerranée (environ 90%). L'impact de cette pêche industrielle intensive ne se limite pas à la diminution de la taille des populations de poissons : certains engins de pêche tels que les chaluts de fond, les filets maillant dérivants et autres dispositifs

de concentration de poisson ont un terrible effet sur la biodiversité marine et la structure des habitats.

Le réveil est amer : les pays industrialisés ont dû étendre leurs activités vers le large et les profondeurs ; des accords de pêche ont vu le jour pour accéder aux zones exclusives économiques des pays en voies des développement ; méduses, algues et bactéries remplacent progressivement les poissons dans les écosystèmes ; et des chercheurs estiment que l'exploitation commerciale des poissons marins (les grands prédateurs sont particulièrement touchés) pourrait avoir disparu d'ici le milieu du siècle. Ce sont aussi de nombreux « services écosystémiques » gratuits qui sont perdus :

- Une nourriture abondante ;
- L'absorption du CO2 (relâché dans l'atmosphère par la combustion des énergies fossiles, mais absorbé par diffusion et photosynthèse au niveau des océans) et la régulation du climat mondial ;
- L'incroyable réservoir d'espèces et de molécules (patrimoine culturel, potentiel médical et technologique) ;
- Source de stabilité alimentaire, économique et politique pour des zones exsangues (comme la Corne de l'Afrique) et les pays en voie de développement. Cette surexploitation des ressources entraîne une perte d'emplois, le délitement du tissu social le long du littoral, et une iniquité croissante dans la répartition des captures et de la consommation des produits de la mer dans le monde. C'est donc une catastrophe écologique, socio-économique et sanitaire qui se profile.

## La croissance bleue, un somb

«La mer est l'avenir de la France» affirme Jean-Marie Biette du groupe Océan de la Commission européenne<sup>2</sup> et la Banque mondiale<sup>3</sup>, la stratégie de la France met en avant considère l'océan comme un «moteur de l'économie considérable en matière d'innovation et de croissance.»<sup>4</sup>

Pourtant, les entreprises n'ont pas attendu pour se tourner vers la mer : pétrole, gaz, ces ressources progressivement taries à terre sont maintenant exploitées et la pêche n'est pas épargnée. A l'instar du système agricole, les entreprises de pêche et de distribution des produits de la mer ont financièrement intérêt à accroître la production et le commerce, résultant en un contrôle par un petit nombre d'acteurs.

Depuis la révolution industrielle, les pêcheries des pays développés ont surexploité les stocks de poissons se déplaçant ensuite vers le large, les pôles,<sup>8,9</sup> et les profondeurs.<sup>10</sup> Le chalutage profond du large de l'Ecosse illustre l'aboutissement de cette évolution. En France, contre cette méthode largement employée par la France, BLOOM s'est heurté à un secteur très réticent à une remise en cause d'un modèle de pêche non durable et de généreuses subventions publiques. Depuis les années 1980, une autre révolution a eu lieu : une trentaine de thoniers-congélateurs dans les océans Indien et Atlantique ont remplacé l'image d'Epinal vendue par le bien mal nommé «Petit Navire». Face à une érosion des stocks, pour rester «compétitifs», les pêcheurs ont développé des dispositifs de concentration de poisson.

1) <http://www.rtl.be/info/monde/economie/la-mer-est-l-avenir-de-la-france-plaidoyer-pour-une-ambition-bleue>  
 2) [http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/blue\\_growth/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/blue_growth/index_fr.htm)  
 3) <http://www.worldbank.org/en/topic/environment/brief/global-partnership-for-oceans-gpo>  
 4) [http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/blue\\_growth/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/blue_growth/index_fr.htm)  
 5) Voir l'excellent documentaire d'Arte à ce sujet : <http://www.arte.tv/guide/fr/046598-000/le-sable-enc>  
 6) <http://www.deepseaminingoutofourdepth.org/sos-the-worlds-oceans-facing-emergency/>  
 7) Österblom, et al. (2015) Transnational Corporations as 'Keystone Actors' in Marine Ecosystems. PLoS ONE 10(12): e0142811  
 8) Swartz, et al. (2010) The spatial expansion and ecological footprint of fisheries (1950 to present). PLoS ONE 5(12): e12311  
 9) Watson, et al. (2012) Global marine yield halved as fishing intensity redoubles. Fish and Fisheries 14(4): 385-392  
 10) Morato, et al. (2006) Fishing down the deep. Fish and Fisheries 7(1): 24-34.  
 11) [www.greenpeace.org/france/fr/campagnes/oceans/arrethon/](http://www.greenpeace.org/france/fr/campagnes/oceans/arrethon/)



# Climat : agir en réduisant les déchets

## ZERO WASTE FRANCE PUBLIE UN RAPPORT SUR LE RÔLE CLÉ DE LA GESTION DES DÉCHETS

Début décembre, des délégués du monde entier sont venus à Paris négocier un nouvel accord pour tenter de réduire suffisamment les émissions de gaz à effet de serre (GES) mondiales pour maintenir la hausse de la température moyenne de la Terre en deçà de 2°C. C'était la 21ème conférence des parties (signataires) à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) : la COP 21. A travers le monde, les gouvernements ont déjà commencé à annoncer leurs engagements en matière de réduction des émissions de GES. Les paris vont bon train sur les moyens qui permettront d'atteindre ces objectifs afin de ne pas aller droit dans le mur : énergies renouvelables, transports alternatifs, agro-écologie... et les déchets alors ? La question de la gestion des déchets est la grande oubliée de ces débats. Pourquoi ? Parce que son bilan carbone officiel est complètement sous-estimé.

### LA GESTION DES DÉCHETS : DES IMPACTS SUR LE CLIMAT...

Au niveau européen, le secteur déchets serait responsable de 3% des émissions de GES totales. Cependant, ce chiffre ne prend en compte ni les émissions des incinérateurs dès lors qu'ils produisent de l'énergie (celles-ci sont alors comptabilisées dans la partie « énergie »), ni celles du transport des déchets (comptabilisées dans la partie « transport »). En fin de compte, ne sont comptabilisées, pour la plus grosse partie, que les émissions de méthane des décharges, et les émissions de CO2 fossiles des incinérateurs qui ne produisent aucune énergie. Le CO2 d'origine organique (biogénique) issu de la combustion des biodéchets en incinération et du méthane issu des décharges, n'est pas non plus comptabilisé.

teurs. De même, lorsque l'on réduit le gaspillage alimentaire : ce sont autant d'émissions liées à l'agriculture évitées dans le pays producteur.

Le recyclage n'est pas en reste. Il permet d'économiser les émissions liées à l'extraction et à la transformation des matières premières vierges. Cependant, les réductions de GES dues à l'utilisation de matériaux recyclés sont comptabilisées dans la partie industrie et non déchets.

### UN RAPPORT POUR ÉVALUER LES BÉNÉFICES CLIMATIQUES DES DÉMARCHES ZERO WASTE

Parce qu'elles contribuent à réduire l'impact de l'incinération et de la mise en décharge et à préserver les ressources naturelles grâce à la valorisation matière et à la prévention, les démarches Zero Waste constituent un outil d'atténuation des changements climatiques. C'est ce que montre le rapport réalisé par Eunomia, commandité par Zero Waste Europe, en partenariat avec Zero Waste France et ACR+ (Association des villes et régions européennes pour le recyclage) et publié le 27 octobre. Ce rapport met en lumière comment les méthodes de comptabilisation officielles des émissions de GES ont mené à complètement sous-estimer l'impact de la gestion des déchets sur le climat et les bénéfices que les composantes d'une démarche Zero Waste peuvent apporter en terme de réduction des émissions de GES. C'est donc une nouvelle étape dans la campagne déchets-climat lancée en décembre dernier par Zero Waste France (voir Cniid-infos n°48). Forts de ces conclusions nous sommes plus que jamais en mesure de faire valoir la nécessité de mettre les démarches Zero Waste à l'agenda des solutions aux changements climatiques et de demander aux décideurs de revoir la manière dont est mesuré l'impact carbone du secteur.

### REGARDS CROISÉS POUR UNE SOIRÉE DE LANCEMENT

Ce rapport a été présenté à Paris, le jour de sa publication mondiale, à l'occasion d'une soirée-débat « Défi climatique : pourquoi miser sur la gestion des déchets ? » en présence de nombreux invités, dont Joan Marc Simon (directeur de Zero Waste Europe), plusieurs députés et sénateurs et le maire de Roubaix. La soirée a été conclue par les regards croisés du Directeur général Energie-Climat et du Chef du département politiques de gestion des déchets du Ministère de l'Ecologie, achevant ainsi de créer la passerelle manquante entre les thématiques déchets et climat.

A l'occasion de la COP21, et grâce à ce rapport, la thématique déchets fait donc son entrée dans le débat politique et les démarches Zero Waste s'érigent, au même titre que d'autres alternatives, au rang des solutions que les États auront à leur disposition pour respecter leurs engagements et réduire leurs émissions.

 DELPHINE LÉVI ALVARÈS,  
ZERO WASTE FRANCE



Dessin de Jean-Luc Coudray

### ... ET DES BÉNÉFICES SOUS-ESTIMÉS

Dans le même temps, les bénéfices en termes de réduction des émissions liées aux politiques de prévention et de recyclage ne sont pas imputés au secteur déchets. Par exemple, les émissions économisées lorsqu'on allonge la durée de vie d'un produit en le réparant, évitant ainsi de devoir à nouveau extraire des matières premières, les transformer et les transporter, sont comptabilisées comme des baisses d'émissions du secteur « industrie » dans les pays producteurs. Elles ne sont ainsi pas imputables aux politiques de prévention des pays consomma-

## Le futur de la France ? L'exemple de la pêche

est-France<sup>1</sup>. Portée éga-  
«croissance bleue» que  
e qui offre un potentiel  
role, sable<sup>5</sup> ou minerais<sup>6</sup>  
n mer. Le secteur de la  
êche, de transformation  
ôtre leur emprise sur la  
acteurs.<sup>7</sup>  
exploit les zones côtières,  
e pratiqué dans les eaux  
campagne depuis 2004  
ée au puissant lobbying  
durable et maintenu par  
flotte française déploie  
que, bien différents de  
osion de la ressource et  
centration de poisson<sup>11</sup>,

aujourd'hui équipés de GPS et de sonars, voire même d'éclairages<sup>12</sup>.

Face au déclin des stocks de poisson de mer, l'élevage est présenté par la «croissance bleue» comme l'un des cinq secteurs d'avenir<sup>13</sup>. Pourtant, telle qu'elle se développe actuellement, l'aquaculture ne saurait répondre à notre appétit croissant pour les produits de la mer : pour en produire un kilo, il faut jusqu'à 5kg de poissons sauvages ! Ces derniers sont souvent pêchés dans les pays du Sud puis exportés vers les pays développés. Et si le journal de France 2 suggère que le secteur aquacole hexagonal est plus «vertueux» qu'ailleurs<sup>14</sup>, il faut rappeler que la France est le premier importateur d'un saumon d'élevage norvégien gavé de pesticides<sup>15</sup>.

La croissance bleue ne propose pas un changement de cap vers des activités plus vertueuses, mais simplement un remaniement opportuniste de la production. En étant si conciliant, le secteur public abdique ses responsabilités à réglementer les activités industrielles. Le secteur de la pêche artisanale, moins représenté politiquement, présente pourtant de nombreux atouts économiques et écologiques qui restent insuffisamment explorés. Une vraie transition bleue consisterait à arrêter la course à la puissance motrice et aux investissements dans les engins traînants et à éliminer les pratiques les plus destructrices. Le «name and shame»<sup>16</sup> a démontré son efficacité comme garde-fou contre des pratiques abusives<sup>17</sup>. Gageons qu'il sera utile pour apporter une touche de concret à la simple peinture bleue des politiques actuelles.



12) [http://www.clicanoo.re/?page=archive.consulter&id\\_article=473573](http://www.clicanoo.re/?page=archive.consulter&id_article=473573)  
13) [http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/aquaculture/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/aquaculture/index_fr.htm)  
14) JT de France 2 du 1er octobre 2015 [http://www.francetvinfo.fr/replay-jt/france-2/20-heures/jt-de-20h-du-jeudi-1-octobre-2015\\_1098461.html](http://www.francetvinfo.fr/replay-jt/france-2/20-heures/jt-de-20h-du-jeudi-1-octobre-2015_1098461.html)  
15) <http://www.bloomassociation.org/sante-quel-poisson-choisir/>  
16) [http://www.lemonde.fr/cop21/article/2015/11/07/total-accuse-de-crime-contre-l-humanite-par-des-militants-ecologistes\\_4805178\\_4527432.html](http://www.lemonde.fr/cop21/article/2015/11/07/total-accuse-de-crime-contre-l-humanite-par-des-militants-ecologistes_4805178_4527432.html)  
17) Jacquet, J (2015) *Is Shame Necessary? New Uses for an Old Tool*. Pantheon. 224pp. <http://www.isshamenecessary.com>

### Bulletin d'adhésion aux AMI-E-S d'ALTERS ECHOS

A retourner accompagné du chèque correspondant à :  
Association « les AMI-E-S D'ALTERS ECHOS »  
Michèle Gral 15 rue des genets - 31120 Pinsaguel

Adhésion : 5 €  
Adhésion de soutien : ..... c'est vous qui voyez !  
Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
.....  
Téléphone : ..... Portable : .....  
Mail : .....



Comme l'équipe d'Alters Echos, n'hésitez pas à faire confiance à SCOPIE, solidaire de nos luttes et de notre travail.  
05.61.59.27.29  
31 bis route de Seysses - 31100 Toulouse  
imprimerie@scopie.net



# Eau et Changements climatiques en Adour-Garonne

## Des changements importants, en cours et à venir

### Un réchauffement généralisé

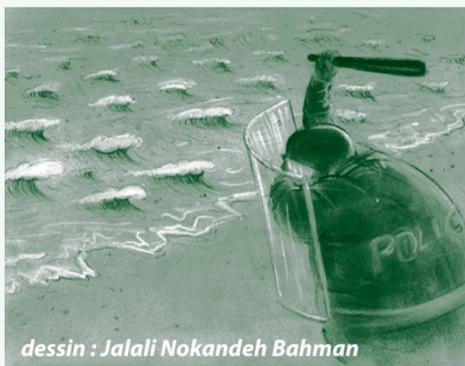
Le changement climatique est d'ores et déjà à l'œuvre sur le bassin. La température moyenne annuelle de l'air dans le grand Sud-Ouest a augmenté de +0,6 °C entre 1901 et 2000. Cette tendance s'accroît. L'évolution des températures moyennes annuelles (1960 et 2010) est de + 1°C. Cette évolution a déjà de lourdes conséquences sur les territoires: la surface des glaciers pyrénéens a diminué de 85 % depuis le milieu du XIXème siècle. On constate un phénomène de « méditerranéisation » du bassin Tarn-Aveyron, devenu plus sec au fil du temps. Température

### Températures et évapotranspiration en hausse

Les travaux menés par les chercheurs de Météo-France montrent que pour le Sud-Ouest de la France, la température moyenne annuelle devrait augmenter de +1,5 à +2,8 °C vers 2050. Cette tendance sera encore plus marquée en été, avec plus de périodes de canicule et de sécheresse, en particulier en vallée de Garonne. A l'inverse, les hivers seront en moyenne plus doux. Par voie de conséquence, l'évapotranspiration annuelle est en nette augmentation : entre +10 et +30 % en 2050 par rapport à la moyenne annuelle d'aujourd'hui. Dans le domaine de l'hydrologie, cela signifie moins d'écoulement et sans doute moins d'infiltration.

### Incertitude sur les pluies et forte réduction de la neige

Pour les précipitations, on s'attend à une légère baisse, comprise en moyenne sur le bassin entre 0 et 15 % à l'horizon 2050. Sur les massifs montagneux, on va vers une réduction des précipitations neigeuses. Dans un futur proche (2020-2050), la hauteur de neige sur les Pyrénées sera réduite de 35 à 60 %, la durée d'enneigement de 25 à 65 %. L'humidité des



dessin : Jalali Nokandeh Bahman

sols diminuera sur tout le territoire, excepté en altitude où elle augmentera notamment en hiver et au printemps.

## Moins d'eau disponible et des régimes hydrologiques drastiquement modifiés

### Des débits en baisse et des étiages plus sévères

Les bassins du Sud-Ouest seront les plus impactés de France par la diminution des débits des cours d'eau, notamment en été et à l'automne. Une diminution moyenne des débits naturels annuels avec une fourchette d'incertitude comprise entre -20 % et -40 % est prévue sur les principaux cours d'eau du Sud-Ouest.

#### Situations hydrologiques extrêmes

Le nombre de jours de sécheresse augmentera de façon significative, la fréquence des pluies efficaces diminuant. Des assèchements pour les rivières non réalimentées, sont à prévoir. Par contre, il est encore difficile de traiter du risque d'inondation en climat futur.

## Les écosystèmes aquatiques fortement impactés

### Une évolution importante du littoral et de l'estuaire de la Gironde

Le niveau moyen de l'océan a déjà évolué de + 2,6 mm/an. Pour 2040, une augmentation de 4,5 à 20 cm est prévue, avec accélération pouvant atteindre + 9,7 mm/an. Donc : impact des tempêtes amplifié et érosion des côtes, assèchement des zones humides et augmentation de la salinité du littoral. La température de l'eau influencera la vie des poissons: fécondité, âge à la reproduction, croissance pondérale, longévité...

### En plaine et en montagne aussi, des impacts importants

Les probabilités de présence de certains poissons seront également modifiées du fait du changement climatique, (dégradation des habitats favorables à certaines espèces). Les espèces montagnardes pourraient migrer en altitude pour retrouver des conditions favorables et rivaliseront alors avec les espèces déjà présentes. Les espèces d'eau froide verront leur aire de distribution se réduire. D'une manière générale la fragilisation des milieux et plus globalement des réseaux écologiques sont des conséquences imputables au changement climatique.

## Et si l'évolution des usages accentuait le risque de déséquilibre entre besoins et ressources disponibles ? Quelle demande en eau potable, demain ?

L'augmentation de la population sur le bassin a un rythme de croissance de 0,9 % par an (double de la moyenne nationale). À l'horizon 2040, on prévoit sur le bassin 1 million d'habitants de plus qu'aujourd'hui. En plus des prélèvements domestiques, quel sera le tissu industriel (donc la demande en eau) du bassin ? Les tendances actuelles indiquent une baisse des prélèvements individuels du fait d'une sensibilisation réussie aux économies d'eau. Est-ce que cela va perdurer avec un climat caniculaire l'été ou existe-t-il un plafond, en-deçà duquel les économies domestiques ne sont plus envisageables ? La question de la qualité de la ressource en eau de surface est également posée. Le développement de parasites beaucoup plus difficiles à éliminer. Le développement de technologies de traitement énergivores et le recours plus systématique à des réactifs chimiques (avec des problèmes éventuels liés aux sous-produits de désinfection) pourraient être des solutions coûteuses mises en avant, traitant de façon curative les problèmes d'une eau brute dégradée.

### Quelle forêt, quelle agriculture et quels paysages ?

Le Sud-Ouest présente une forte activité agricole : viticulture, arboriculture, cultures semencières et élevage. Les impacts : le nombre de jours échaudants durant la phase de remplissage des grains devrait augmenter pour le blé et le tournesol. La floraison du maïs serait anticipée de quinze jours, son rendement diminué. Les vendanges avanceraient de plus de 20 jours avec de lourds impacts sur la qualité du raisin. Une étude internationale prévoit que le vignoble se réduirait de 39 à 89 %. Et pour le Sud-Ouest ? Les sécheresses, comme en 2003, se produiraient une année sur deux. L'augmentation de la demande en eau de la végétation, naturelle ou cultivée, est inévitable (sauf saut technologique majeur ou changement radical de modèle agricole). Les besoins en eau d'irrigation des cultures seraient augmentés de 30 % vers 2050. Pour l'élevage, la production fourragère annuelle sera impactée ainsi que les forêts. Avec le risque d'arrivée de nouveaux parasites par le sud, les conséquences prévisibles sont : baisse de rendement, diminution de la restitution d'eau au milieu et risque accru d'incendie.

### Quelle demande et quelle offre touristique en 2050 ?

La diminution de l'enneigement aura des impacts très importants sur l'activité touristique. L'évolution des espaces naturels et de la biodiversité aura des conséquences sur le tourisme naturaliste, la pêche ou l'oénotourisme... La baisse de la disponibilité de la ressource en eau va accentuer les conflits d'usages, notamment en période d'étiage : eau potable, loisirs nautiques, golfs et thermalisme... Mais des opportunités seront aussi à saisir. Face aux vagues de chaleur, la montagne gagnera en attractivité l'été.

### Quelle perspective pour la production et la consommation énergétiques ?

La raréfaction à l'échelle mondiale, donc l'augmentation probable des coûts des énergies fossiles, est une tendance lourde du secteur. Le changement climatique va également impacter la production et la demande énergétiques. De nombreuses interrogations persistent : moins de chauffage, plus de climatisation, évolution du transport ? Sur la part des énergies renouvelables produites localement... ? Pour les gestionnaires de la ressource en eau du bassin Adour-Garonne, la question principale concerne l'utilisation qui sera faite des réserves hydroélectriques : seront-elles toujours dédiées aux besoins de pointe concentrés en hiver ? Serait-il rentable de turbiner toute au long de l'année, et notamment l'été, et plus seulement l'hiver ?

## Conclusion

Des tendances robustes pour le bassin méritent d'être portées à connaissance : Vu l'ampleur des pressions attendues, un simple ajustement des activités et des modes de vie actuels paraît insuffisant. Il est nécessaire de réfléchir à des pistes d'adaptation plus fondamentales pour l'avenir. Des arbitrages seront nécessaires. Prendre en compte l'ensemble de ces facteurs d'influence, c'est ce qu'on appelle « faire face aux changements globaux ». La politique de l'eau du bassin doit évoluer vers une gestion plus adaptative de la ressource et des usages privilégiant des solutions à la fois flexibles et robustes. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2016-2021 constitue une première étape, définissant une stratégie d'adaptation au changement climatique à mettre en œuvre sans attendre.

AGENCE DE L'EAU  
ADOUR-GARONNE



## Propositions de lectures

### Quelques romans tout âge... et livres illustrés

- **Plus de saisons** de N. Huston, Ed. Thierry Magnier, coll. Petite poche
- **Enfants de la forêt** de B. Masini, Ed. La joie de lire, coll. Encrage
- **L'héritage d'Anna**, J. Gaarder, Ed. Le Seuil (roman ado)
- **Peut-être que le monde de A. Serres et C. Fraser**, Ed. Rue du Monde
- **Étranges créatures** de C. Leon et C. Sitja Rubio, Ed. Notari

### Des pop-up qui font sens !

- **Dans la forêt du paresseux** sur la destruction des forêts et **Océano** sur la fragilité des océans, d'A. Boisrobert et L. Rigaud, Ed. Helium

### Un titre à retenir, tout juste sorti de l'imprimerie...

- **La glace et le ciel**, adapté du film de Claude Lorius et Luc Jacquet, sur la vie du scientifique spécialiste de l'Antarctique, Claude Lorius, lanceur d'alerte et visionnaire du changement climatique (Ed. Actes Sud junior).

Des collections documentaires à connaître : Chez Actes Sud junior, les collections « **A petits pas** » (7-9ans) et « **A très petits pas** » (5-7ans) et chez Belin, la collection « **Minipommes** » (7-12ans)

!!! **Avis aux adultes !!!** Comment parler d'écologie aux enfants d'A. Soares, Ed. Le Baron perché

### \*\*\*Deux pépites...!

- **OFF** de X. Salomo, Ed. Le Seuil  
Petit bijou sans texte. **La nature c'est nous !**
- **Céleste, ma planète** de T. de Fombelle, Ed. Gallimard. Une superbe fable écologiste ! Tous les bons ingrédients du roman d'aventure sont dans ce texte court et haletant.

CHLOË BÉNÉTEAU





## PEUPLES INDIGÈNES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

### Survival



Les peuples indigènes sont en première ligne face au changement climatique. Parce qu'ils vivent dans des endroits du monde où son impact est le plus marqué, où leurs modes de vie, leurs cultures et leurs vies dépendent largement ou exclusivement de l'environnement naturel, ils sont plus vulnérables que n'importe qui d'autre sur Terre. Les effets du changement climatique sur les peuples indigènes sont ressentis partout dans le monde : de l'Arctique aux Andes, en passant par l'Amazonie, des îles du Pacifique aux territoires du Grand Nord. Mais le plus déroutant est que les peuples indigènes qui sont les moins responsables du changement climatique et les plus affectés par celui-ci, voient maintenant leurs droits violés et leurs territoires dévastés au nom des efforts déployés pour le freiner.

« Autrefois, on pouvait prévoir le temps qu'il allait faire. Les signes et les savoirs ont perdu de leur justesse. Les anciens repères sont faussés, le monde a trop changé maintenant. »

### En Arctique

**Veikko Magga, éleveur de rennes finlandais.**

Depuis des années, les Inuit soutiennent que le changement climatique affecte leur territoire. Tout leur mode de vie dépend de la glace qui est actuellement en train de fondre. Il leur devient de plus en plus difficile de chasser et de pêcher, plus dangereux de circuler entre les villages et de préserver leur habitat. Les éleveurs de rennes Sammi (autrefois appelés Lapons) de Finlande, Norvège, Russie et Suède s'alarment du fait que la taille des troupeaux se réduit, qu'il devient de plus en plus difficile pour les rennes de trouver leur nourriture et que ceux-ci courent désormais le risque de passer à travers la trop fine couche de glace.

### En Amazonie

« La pluie vient tard. Le soleil se comporte bizarrement. Le monde est malade. Les poumons du ciel sont pollués. Nous savons ce qui se passe. Vous ne pouvez pas continuer à détruire la nature. »

**David Kopenawa, porte-parole et chamane yanomami**

Ces dernières années, de graves sécheresses se sont abattues sur la forêt amazonienne, poumon de la planète. Alors qu'elle absorbe habituellement 0,4 milliards de tonnes de carbone par an, la forêt en a rejeté 2,2 milliards de tonnes lors de la sécheresse de 2010, soit la moitié des émissions annuelles des Etats-Unis. Dévastant des millions d'hectares de forêt, les sécheresses menacent également l'habitat de centaines de peuples indigènes de l'Amazonie comme les Yanomami.

### Comment les mesures d'atténuation du changement climatique affectent-elles les peuples indigènes ?

Différentes mesures sont prises pour atténuer le dérèglement climatique. Certaines sont formelles et acceptées par les signataires du protocole de Kyoto. D'autres sont volontaires et prises multilatéralement par des ONG, des gouvernements ou des multinationales leur permettant plus facilement de s'approprier, d'exploiter et, dans certains cas, de détruire le territoire des peuples indigènes – tout comme cela se produit avec le changement climatique.

### Les agrocarburants

Promues comme une source alternative d'énergie dite verte par rapport aux énergies fossiles, les cultures d'agrocarburants s'accaparent le plus souvent des terres ancestrales de peuples indigènes. Il a été estimé que si le développement des agrocarburants continue à ce rythme, soixante millions d'autochtones à travers le monde risquent d'être spoliés de leurs territoires et de voir disparaître leurs modes de vie.

« Nous, les Indiens, nous sommes comme les plantes. Comment pouvons-nous vivre sans notre terre, sans notre sol ? » **Marta Guarani.**

Parmi les victimes de la frénésie sur les agrocarburants, l'un des peuples les plus affectés sont les Guarani du Brésil. La majorité d'entre eux ont été spoliés de leurs territoires au profit des plantations de canne à sucre pour produire de l'éthanol afin de satisfaire à la demande énergétique. Les effets sont catastrophiques. Autrefois gardiens de 350 000 km<sup>2</sup> de terres dans l'Etat du Mato Grosso do Sul, de nombreux Guarani se retrouvent aujourd'hui à vivre dans des campements de fortune au bord des routes ou sur de petites parcelles cernées par les plantations où maladies, malnutrition et dépression sont monnaie courante. Sans terre et sans perspective d'avenir, les Guarani s'abîment dans le désespoir. Ils détiennent l'un des taux de suicide les plus élevés au monde.

### L'énergie hydroélectrique

Tout comme les agrocarburants, l'énergie hydroélectrique est considérée comme une source d'énergie alternative majeure par rapport aux énergies fossiles. Mais, sous prétexte de combattre le changement climatique, la construction de grands barrages détruit les terres des peuples indigènes et les chasse de leurs territoires ancestraux. A Bornéo, le gouvernement malaisien a présenté la construction de l'énorme barrage de Bakun comme une source « d'énergie verte » participant à l'effort national pour stopper le réchauffement global. Le barrage qui inonde 700 km<sup>2</sup> de terres a provoqué l'expulsion de 10 000 autochtones, dont de nombreux Penan, des chasseurs-cueilleurs semi-nomades.

Autrefois autonome, les Penan sont désormais confinés dans de minuscules parcelles de forêt dont certaines sont marécageuses et peu propices aux activités nécessaires à leur subsistance. Les communautés, qui n'ont pas été correctement informées et consultées, sont aujourd'hui laissées dans le dénuement le plus total.

### La compensation carbone

« Le programme REDD augmentera la violation de nos droits humains, de nos droits à nos territoires et à nos ressources, nous serons spoliés de nos terres... il détruira la biodiversité et engendrera des conflits sociaux. » **Forum international des peuples indigènes sur le changement climatique**

Les efforts pour stopper la déforestation ont conduit à la mise en place d'un mécanisme destiné à réduire les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (appelé REDD+, acronyme anglais pour Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation). Le principe de base de REDD+ est d'encourager les pays en voie de développement à protéger leurs forêts en faisant payer les pays riches. Une des mesures consiste à générer un crédit-carbone provenant du carbone contenu dans ces forêts et que ces pays riches achètent pour compenser leur déficit-carbone. Les peuples indigènes n'ont cessé de faire part de leur inquiétude à propos de REDD+ car ce mécanisme pourrait donner une énorme valeur financière à leurs forêts et provoquer une mainmise sur leurs terres. La majeure partie des forêts mondiales éligibles pour être incluses dans des mécanismes REDD+ sont des territoires indigènes traditionnels. REDD+ risque de rendre encore plus difficile la reconnaissance des droits territoriaux des peuples indigènes et de saper ou d'ignorer leurs droits là où ils sont déjà reconnus. REDD+ pourra donner lieu à des expulsions et il conduira dans le meilleur des cas à des restrictions sur l'utilisation traditionnelle des territoires ou sur l'accès aux ressources naturelles. De nombreux peuples indigènes ont déjà eu à souffrir de projets de compensation-carbone sur leur territoire. Ces projets « volontaires » ont donné lieu à des expulsions, à la destruction de villages et de ressources, à de violents conflits et à des persécutions, causant morts et blessés.



Photo : Camila Almeida/Survival

Davi Yanomami et Mauricio Yekuana ont participé à la COP21.

### Recommandations

Là où elles affectent la vie de peuples indigènes, les mesures prises pour compenser les impacts du changement climatique doivent :

- Reconnaître et respecter les droits des peuples indigènes inscrits dans la législation internationale (Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail et dans la Déclaration des droits des peuples autochtones des Nations unies), et en particulier leur droit à la possession de leur territoire et leur droit à accorder ou non leur consentement libre, préalable et éclairé concernant le développement de leurs territoires.

- Impliquer pleinement les peuples indigènes et s'appuyer sur leur connaissance inégalée de leur environnement. Les peuples indigènes sont les meilleurs gardiens du monde naturel et c'est avec eux, et non contre eux, que nous devons lutter contre le changement climatique.



Nous sommes Survival, le mouvement mondial pour les droits des peuples indigènes. Nous sommes la seule organisation qui se consacre à la défense des peuples indigènes du monde entier. Nous les aidons à défendre leurs vies, protéger leurs terres et déterminer leur propre avenir. Nous n'abandonnerons notre combat que lorsque notre monde considérera les peuples indigènes comme des sociétés contemporaines et que leurs droits fondamentaux seront respectés.  
**info@survivalfrance.org http://www.survivalfrance.org/**

### TROISIÈME TEMPS DE VALSE

« il n'y a pas d'espoir, mais ça pourrait être faux »



Il y a un temps où l'on pensait soit perdre soit gagner, en espérant qu'on serait du bon côté, car il n'y avait pas d'alternative : ce que l'un gagne, c'est parce que l'autre le perd, et celui qui l'emporte est le plus malin, du moins pour cette fois-ci. La formule a changé ensuite, quand on pensait façon gagnant-gagnant ; c'était un jeu accommodant à somme positive où chacun gagne, plus ou moins, mais il n'y a pas de perdant ; l'abondance permet de contenter tout le monde, pensait-on ! Serions-nous dès à présent rentrés dans l'ère du perdant-perdant ? Quoi qu'on fasse, la seule solution envisagée (évidemment pas la seule envisageable !) serait dictée par le bon sens – qui est comme chacun le sait unique : à un ennemi, faire face par la guerre – toujours sanglante ; à un dérèglement climatique, une solution technico-technique - dont l'impasse saute aux yeux. Or dans une guerre, on voit bien qu'il n'y a que des perdants, c'est-à-dire des morts innocents quasi tous, et les soi-disant gagnants déchantent rapidement. Face à la nature on ne gagne pas non plus sur le long terme en l'abîmant ; et aujourd'hui on atteint un point de non-retour où nous serons tous perdants, nous les Hommes, avec de nombreux autres également, faune, flore notamment. Si tu veux la paix, prépare la paix. Si tu veux la nature, ménage la nature. Si tu veux la vie, prépare la vie. C'est pas si dur à comprendre, pourquoi ça serait si dur à appliquer ? A moins que ceux qui décident n'aient rien compris ou ne veuillent pas comprendre ?



# Aux origines du 13 novembre

Après le terrible avertissement de *Charlie Hebdo*, ce vendredi 13 novembre marque un nouveau tournant : la froide détermination des djihadistes de porter la guerre au cœur de la France. Sidéré, le pays s'interroge. L'Etat a-t-il failli ? Pourquoi un tel acharnement contre la France et les Français ? Au-delà et du foisonnement de recettes sécuritaires débitées par nombre de spécialistes plus ou moins éclairés, le problème de la violence djihadiste reste entier. Que faire pour arrêter la spirale infernale ? Quelles réponses ? Quelles parades ? A chaud, le tout sécuritaire semble l'emporter. Mais ce choix unique est un leurre. Solution de facilité, il n'a marché nulle part ailleurs et masque souvent des enjeux considérables. Absolument nécessaire, l'approche sécuritaire peut s'avérer dangereuse : pour les libertés publiques sans aucune garantie d'efficacité mais également pour la paix civile. Elle risque d'entraîner des réactions de stigmatisation voire de représailles à l'encontre d'une partie non négligeable de la population en raison de sa couleur de peau, sa religion ou son lieu de résidence. C'est le but recherché par Daech : enrôler de nouvelles recrues révoltées par une politique répressive et miser à terme sur une forme de guerre religieuse en France. Il faudra éviter de tomber pieds joints dans ce piège.

Placée au carrefour de plusieurs problématiques la question de la violence djihadiste est d'une complexité sans précédent. Elle relève d'une crise multidimensionnelle qui conjugue autant de facteurs internes qu'externes appelant certainement une réponse multiforme. A l'instar des pays arabes, la République française a perdu la bataille idéologique contre le fondamentalisme musulman. Mais pas seulement : le pays a également perdu le combat des idées contre l'extrême droite. Des défaites nourries principalement par les politiques néolibérales et leur cortège de restrictions qui ont vidé des pans entiers du territoire de leurs services publics, de leurs associations et de leurs espérances. La France périphérique est passée avec armes et bagages au Front National et les quartiers populaires sous le contrôle des islamistes. Une fracture française.

Outre ces causes internes, la violence djihadiste est une conséquence directe de l'ébranlement de toute la façade sud méditerranéenne. Amorcé lors de la première guerre du Golfe, le processus de décomposition du Proche-Orient modelé par les accords Sykes-Picot n'a pas encore atteint son paroxysme. Après l'effondrement des Etats irakien, syrien, libyen et yéménite, la Tunisie et l'Égypte sont en voie de délitement. Et l'Algérie sera peut-être le prochain épice de ce séisme géopolitique. La France et les puissances occidentales ne sont pas pour rien dans l'amplification de ce gigantesque désordre qui s'inscrit dans un temps relativement long : une ou deux décennies au moins. Malheureusement de nouveaux attentats sont à prévoir. Le temps que le pays baisse un peu la garde.

Remonter aux origines du 13 novembre pour comprendre cette intrusion durable du terrorisme en France implique forcément un questionnement de sa politique extérieure

au cours de ces dernières années. Le renoncement sur la question palestinienne, les guerres et les ingérences au nom de la démocratie, l'alliance avec les théocraties absolutistes du Golfe, les accointances avec le régime islamo conservateur turc... sont autant d'égarements qui n'ont fait qu'accroître le cataclysme géopolitique proche et moyen-oriental et alimenter les haines interculturelles ou religieuses. Le 13 novembre est aussi l'enfant des errements français face à ces bouleversements. Engagé sous la présidence de Sarkozy la politique extérieure a pris un virage spectaculaire tournant le dos au traditionnel positionnement français. Sur la Lybie, l'Iran ou la Syrie, elle s'est inscrite à rebours du recentrage opéré par Obama. Par certains aspects, cette politique flirte dangereusement avec la doctrine du bien et du mal et sa rhétorique guerrière du néo conservatisme bushien. L'interventionnisme militarisé a considérablement accru les menaces contre la France sans éveiller l'attention de l'opinion nationale qui n'y voyait qu'un affermissement de la stature de chef d'état de François Hollande.

La Palestine est l'exemple le plus emblématique de ce changement de paradigme. Avec la démission de la France sur cette question centrale, le soutien ostentatoire à Netanyahu lors de la dernière guerre à Gaza, les déclarations d'amour renouvelées de Valls et de Hollande à Israël, ses dirigeants ont définitivement enracinés le sentiment d'injustice, favorable à l'instrumentalisation des ressentiments des jeunes musulmans de France. De par son histoire, sa géographie et l'importance de sa composante musulmane, la France est un pays qui ne peut ignorer que la Palestine est une blessure profonde, lancinante, humiliante pour l'ensemble du monde arabo-musulman. Elle est le symbole suprême de l'arbitraire occidental.

Théorisée sous le concept de « diplomatie économique », l'approche purement mercantile de la politique extérieure a conduit la France à nouer une alliance stratégique avec les pétromonarchies du Golfe qui a non seulement compromis la crédibilité de son attachement à la démocratie mais plus grave encore favorisé l'extension planétaire du salafisme fort de ses pétrodollars. Complètement alignée sur l'Arabie Saoudite et le Qatar, la position française sur la Syrie montre l'étendue de ce fourvoiement. Dans le but d'affaiblir l'Etat syrien face à l'islamisme armé au seul motif qu'il est dirigé par un dictateur, la France a adopté à l'égard des premiers noyaux de Daech, du Front al Nosra et d'autres organisations criminelles du même acabit une politique marquée par un cynisme rare. Dès décembre 2012, le chef de la diplomatie française a ainsi estimé que « *le Front al Nosra fait du bon boulot* ». Considérant que les islamistes se battent contre le régime syrien, la France a livré des armes, entraîné des combattants et fermé les yeux sur l'enrôlement de ses propres citoyens convertis au djihadisme en terre syrienne. C'est dans ce vivier que Daech a trouvé les exécutants de ses sinistres projets contre la France.

Cette surprenante alliance avec les monarchies théocratiques du Golfe dicte largement l'attitude française



dessin : Titom

dans de nombreux dossiers proche-orientaux : la fixation quasi pathologique sur le sort de Bachar Al Assad alors que des enjeux sont autrement plus importants, l'appui à des groupes salafistes armés étiquetés « modérés », les positions dures prises sur le nucléaire iranien, le soutien à l'agression de l'armée saoudienne contre le Yémen voisin... Les premiers chiffres de la guerre des Ibn Saoud contre le pays le plus pauvre du monde sont accablants : 5000 morts, 12 000 blessés selon les rares ONG encore présentes là-bas. La misérable infrastructure yéménite a été rasée et la famine conséquence du blocus aéronaval fait des ravages. D'habitude si prompt à réagir, la France ne dit pas mot sur ce conflit meurtrier. En omettant de dévoiler que les combattants d'Al Qaida au Yémen - commanditaire des précédents attentats sur le sol français - se battent aux côtés de l'armée saoudienne contre les Houthis, ses médias ne font pas mieux. Cette complaisance s'applique également au régime islamo conservateur turc. Paris a toujours fermé les yeux sur la responsabilité de l'autocrate Erdogan dans la dissémination du radicalisme islamiste. Sous la supervision étroite de ses services secrets, Gaziantep s'est transformé en « autoroute du jihad » et Istanbul en « hub » de la mondialisation djihadiste.

Aujourd'hui, l'opinion française meurtrie ne réclame pas une rectification de cette politique erronée, l'unité nationale est préservée, la cote du président en forte hausse et le tout sécuritaire plébiscité. Curieusement peu d'observateurs soulignent que le pays est en train de s'enfoncer chaque jour davantage dans le borbier proche-oriental. La preuve par l'envoi sur le front irako-syrien du porte-avions Charles De Gaulle. La guerre jusqu'où ? Jusqu'à quand ?

 SOFIANE ROSTOMI

## CINÉMA...

### Le choix d'Utopia Toulouse et Tournefeuille

« Au-delà des montagnes » de Jia Zhang-Ke - Chine - 2015

Le temps qui passe. La vie qui vous échappe. Les occasions manquées... Hier, aujourd'hui et demain. Pour le cinéaste trois temps : 1999, 2014 puis 2025. De la ville de Fenyang à une Australie à peine futuriste, Zhang-Ke nous entraîne entre la stabilité de l'immuable et le chaos naît de l'incertitude qui fait que les événements vous échappent. « Il y a ce déplacement permanent, et en même temps il y a ce qui se répète, ce qui est stable dans le quotidien – ne serait-ce, de manière très triviale, que le fait de manger : on a fait des raviolis, on fait des raviolis, on fera des raviolis... » illustre Zhang-Ke. De l'intime à l'universalité. Le lien entre le temps et les sentiments est au cœur de ce film que l'on sent très personnel, filmé dans la ville même du cinéaste, à des époques différentes, ce qui nous vaut aussi une forme tout à fait originale. Au fil des minutes le film

prend, dans tous les sens du terme une « dimension » incroyable. Nous est proposé également une réflexion sur l'exil, les racines mais c'est aussi de la Chine d'aujourd'hui et des Chinois de demain dont il est question. Le cinéaste réussissant balisant son film de quelques très courts plans sans dialogue d'une concision et d'une force extraordinaire, en ellipse et tout en symbole. D'autres auraient délayés le propos à grands renforts de scènes et caméras. Pour exemple, la solitude de Liangzi révélée à travers une photo, la très belle scène de la mort du père de Tao d'une force incroyable, tout comme l'attachement au passé avec la scène – elle aussi muette – du fils et du chien de Tao. Beau, personnel, touchant, d'une mélancolie que la scène finale qui ferme la boucle magnifie. Du cinéma !

 PHILIPPE SAMSON



# Cuba : pas si simple...

 PHILIPPE SAMSON

Vous avez lu dans le numéro de septembre un texte sur Cuba qui proposait des éléments très intéressants mais, pour certains, bien incomplets pour se forger un début d'opinion sur ce pays si complexe qui trouve ses soutiens – toujours – mais aussi ses détracteurs – encore et toujours – mais surtout s'ouvre à tous les fantasmes. Il y était question d'un « pays asphyxié, isolé, coupé du monde depuis trop longtemps, l'état n'a plus les moyens de faire tourner son économie. » Effectivement ! Mais ce serait laisser au régime cubain la seule responsabilité de cet état de fait sans même citer le blocus économique, financier et donc commercial décidé par les Etats-Unis en 1962 (bientôt 44 ans !)<sup>1</sup>. En octobre dernier, voilà la 24<sup>e</sup> fois que l'assemblée des Nations Unies demande – en vain – aux Etats-Unis de lever ce blocus... Mais, pourrait-on se dire, la planète est vaste et en ces décennies de mondialisation économique, le commerce et les échanges pourraient se faire avec le monde... à défaut des Etats-Unis. A ce stade, ne pas parler de l'approbation par le Congrès des Etats-Unis (en 1996) des lois Helms-Burton et D'Amato-Kennedy – lois « extraterritoriales et rétroactives » violant le droit international ! – interdisant à n'importe quelle personne ou entreprise ou une de ses filiales dans le monde de « commercer » avec des biens américains qui ont été nationalisés (l'essentiel des secteurs économiques), serait aussi priver le débat d'un élément important. Un « blocus secondaire »<sup>2</sup>... Donc, entreprises, vous choisissez : c'est commerce avec les Etats-Unis ou Cuba. Pas les deux. Pour les multinationales, quels qu'en soient les domaines, le choix fut vite fait vu les enjeux économiques. Depuis 1992, toute embarcation étrangère – quelle que soit sa provenance – accostant à un port cubain se voit interdire l'entrée aux Etats-Unis pendant six mois. Pays, vous choisissez aussi : par exemple, si un état octroie une aide de x millions de dollars à l'île, les États-Unis diminuent leur aide à ces nations à hauteur du même montant. Il serait là préjudiciable à la réflexion de ne pas dire aussi que le régime castriste s'est souvent « caché » derrière un réel « état de siège économique » pour masquer ses propres faiblesses (notamment l'illusion de la monoculture de la canne à sucre, la centralisation de tous les appareils économiques, « la perfusion-URSS » acceptée sans développer les ressources locales possible, etc). Il est aussi dit dans l'article précédent que « la société égalitaire vantée dans les discours officiels est loin ». Des inégalités ? Certes. Et chaque jour plus. Mais pointer la société cubaine comme inégalitaire, est ne pas ouvrir les yeux sur ce qu'est le monde et ce que

1) On parle de changements imminents. Le blocus ne peut être levé que par le Congrès des Etats-Unis. Il n'y a aucune majorité actuelle pour le faire.  
2) Il est intéressant de noter qu'en d'autres circonstances les Etats-Unis avaient condamné le boycott secondaire que les pays arabes avaient mis en place contre Israël.

sont les pays voisins d'Amérique latine avec lesquels peut être tentée une comparaison ; c'est faire un raccourci brutal. Il est reconnu que le modèle démocratique qui s'est imposé largement dans le monde, n'a pas, pour autant réduit les inégalités. Elles se sont même renforcées dans une majorité de pays<sup>3</sup> : « Mais de quelles inégalités parle-t-on ? Le plus souvent ce terme recouvre les inégalités de revenus. D'autres types d'inégalités existent dans nos sociétés : droits politiques, éducation, santé, services publics, accès aux responsabilités... Ces inégalités dépendent des pays, des lieux d'habitation, de l'origine sociale,



Blocus de Cuba...

de l'ethnie, du sexe, de l'âge... ». Sur ces points, Cuba, qu'on le veuille ou non, est un pays bien moins inégalitaire que toutes les démocraties occidentales. Et vous ne verrez jamais, comme dans les pays dits « pauvres » à l'entrée de chaque ville ou village, sur les collines environnantes, les maisons de nababs ou notables locaux. Il n'y en a pas. N'y aurait-il pas de privilégiés à Cuba ? Oui, certainement. Une « élite » très resserrée, proche du pouvoir. Mais ô combien minime si on regarde ailleurs. (La France comptait 230 300 millionnaires en 2014 soit 5 000 de plus qu'en 2013. Un nombre qui devrait exploser d'ici à 2019 (+60%), alors que l'INSEE nous dit qu'en 2012 la France comptait 112 000 SDF, dont 31 000 enfants. Un chiffre en augmentation de 44% depuis 2001... Oui, les inégalités augmentent chaque jour à Cuba car chaque jour le pays glisse progressivement vers une économie de marché, modèle d'une économie capitaliste... par essence inégalitaire. Et dire ceci n'est pas pour autant adhérer à tous les choix historiques du régime. Cuba n'est pas parfait !

Mais il est vrai – paradoxalement – que le niveau d'exigence demandé à Cuba est toujours bien plus grand que celui demandé à d'autres, à supposer même qu'on s'interroge sur leur économie, société, liberté. Tiens, liberté ! Quid des libertés ? Oui, il n'y a pas de « presse libre » à Cuba. Pas de

3) Lire l'étude « Démocratie et inégalités » par Jean Bourdariat

medias alternatifs. Ceci mériterait un long article. Cuba vit en état d'urgence. « Tout dans la révolution, rien en dehors ». Depuis son arrivée au pouvoir, Fidel Castro a essuyé 638 tentatives d'assassinat. Les pseudos journalistes et diplomates ont foisonné à Cuba. Il y a peu les Etats-Unis ont lancé un faux Twitter à Cuba, depuis l'Espagne via une banque aux îles Caïman avec l'US Aid, qui est une agence humanitaire américaine mais qui sert souvent de vitrine à des activités de barbouzes du gouvernement dans les pays d'Amérique latine. Des journalistes américains expliquent qu'il s'agissait



...détourné à Miami

de provoquer un printemps cubain... Depuis 1959 le régime est largement et justement méfiant même si ça n'excuse pas tout. Nous sommes d'accord.

Enfin en ces temps de COP 21, il est à noter qu'une étude sur l'Indice de Développement Humain en fonction de l'empreinte écologique pour 140 pays (économie sous-développée = environnement planétaire préservé // économie développée = environnement planétaire dégradé) place Cuba comme le **seul** pays en équilibre sur le développement durable se plaçant dans le secteur des courbes combinées<sup>4</sup>. Donc suffisamment développé mais peu destructeur de la planète...

Les Cubains ne savent pas toujours ce qu'ils veulent pour leur avenir. Mais ils savent surtout ce qu'ils ne veulent pas : les désastres des pays de l'est qui ont basculé après la chute de l'URSS.

Et pour résumer le paradoxe cubain, une blague-symbole : « tous les Cubains rêvent d'écouter radio Miami mais sont très fiers que le pouvoir arrive à la brouiller ».

4) <http://www.demographieresponsable.org/surpopulation/demographie/empreinte-ecologique-demographie.html>

## Des journées indispensables et une réussite à pérenniser

Les 3<sup>e</sup> journées culturelles franco-algériennes se sont tenues à Toulouse en octobre 2015

Lors de ces journées, Edwy Plenel, invité pour une conférence, nous le disait : « La question n'est pas de savoir si nous voulons vivre ensemble. Nous devons vivre ensemble ». Jamais autant – dans notre société historiquement diverse, multiple de par ses origines et ses enrichissements successifs – ne s'est posée comme centrale cette valeur du vivre ensemble, attaquée en France et au-delà par les fanatiques et les extrémistes avec le terrorisme érigé en principe. En 2013, la création de ces journées avait largement été portée par la défense du vivre ensemble autour de la laïcité et des valeurs républicaines. Aujourd'hui, plus que jamais, les journées ont leur place dans la vie culturelle toulousaine mais se voient aussi – pour les associations qui les organisent – porteurs d'une forme de responsabilité au regard des enjeux futurs. L'édition de cette année a franchi un cap. De qualité et d'audience. Les journées s'inscrivent toujours dans la diversité : des invités venant tant de France que d'Algérie. Sociologues, chercheurs, historiens, artistes, auteurs, cinéastes... Quelques moments forts avec bien sûr avec Edwy Plenel, mais aussi le peintre algérien Denis Martinez et son travail atypique ou Ahmed Bedjaoui, auteur, producteur et critique de cinéma algérien. Une des réussites de ces journées est justement l'implication d'Ahmed Bedjaoui qui, en plus de la rencontre à Ombres Blanches et d'une soirée à la Cinémathèque, est allé à la

1) Les Ami-e-s d'Averroès, l'APRES et les Pieds Noirs Progressistes et leurs Amis

rencontre des jeunes au lycée des Arènes. Il est essentiel de conforter et de développer des liens entre ces journées et les jeunes. Le partenariat avec le lycée avait été déjà engagé en amont puisque les jeunes BTS « audiovisuel-métiers de l'image » proposaient dans la programmation des journées un film autour de la pensée d'Averroès. Une belle réussite, de plus, emblématique des journées. Sans pouvoir toutefois citer tous les intervenants, on ne peut passer sous silence la belle soirée conviviale finale au Bijou rassemblant une centaine de personnes autour d'un couscous mais aussi – surtout – de l'immense Nadir Maarouf, proposant une passionnante conférence sur « l'héritage musical judéo-arabo-musulman » puis d'un extraordinaire concert avec deux compères du même tonneau. Des partenaires, toujours nombreux, participant aux journées (en plus de ceux cités il y eu l'ABC et la librairie Floury sans oublier l'espace des diversités et de la laïcité, sous l'égide de la Mairie soutenant largement l'événement tout comme le Conseil Général). Gageons que les journées 2016 – déjà en préparation – répondront aux enjeux essentiels d'une société pour laquelle nous pensons qu'elle s'enrichit de ses différences plutôt qu'elle s'appauvrit.

 PHILIPPE SAMSON

« Quand les mots perdent leur sens, les hommes perdent leur liberté »

Confucius

# « chercheur d'emploi »

Les médias distillent de plus en plus l'appellation « **chercheur d'emploi** », voire « prospecteur d'emploi ». Nous étions plus récemment sur la notion de « demandeur d'emploi » et auparavant de tout simplement « chômeur ». Pourquoi ce glissement sémantique ?

Le chômeur, selon la définition du Larousse, est une « *personne se trouvant au chômage et donc qui est la situation d'un salarié qui, bien que apte au travail, se trouve privée d'emploi* ». Si le chômeur est défini au départ comme, « apte au travail » mais « privé d'emploi », c'est bien que quelqu'un ou quelque chose l'en prive. Sont donc sous-entendus la responsabilité de la collectivité, les choix du modèle économique en la matière, du pouvoir en un mot... Et cette définition ne met nullement en cause – a priori – la volonté de l'individu de trouver un emploi, la personne subissant une situation qu'il n'a pas voulue.

Quand on parle de « demandeur d'emploi », la personne reste dans une certaine légitimité, sachant que face à une institution, à une administration, une *demande* d'individu semble là aussi – a priori – relever d'un droit. Mais, déjà, on peut considérer que – même s'il s'agit d'un droit – la balle est dans le camp du demandeur. Il peut faire une demande ou non. Le doute est déjà là, catégorisant les « demandeurs » entre ceux qui font la démarche et ceux qui ne la font pas. Le « subissant » peut demander, ou pas...

Avec le « **chercheur d'emploi** », le pourquoi et les causes du non-emploi sont complètement externalisés de la situation de l'individu. Il n'est pas le moins du monde signifié une quelconque responsabilité des lois économiques choisies. Seul l'individu semble responsable face à une situation qu'il a – finalement peut-être, pourquoi pas (!) – choisie. L'individualisation des droits, la

seule responsabilité des individus, exonérant ainsi tout modèle économique, sont bien là les ressorts du libéralisme.

Le fait d'être « **chercheur** » ou « prospecteur » implique qu'il (ou elle) n'aspire à rien de moins que se soumettre aux lois du marché, et à cette quête dont le succès repose sur sa seule responsabilité, bon vouloir ou chance... La prospection étant une « *exploration méthodique pour trouver quelque chose* » selon le Larousse. Tels les « **chercheurs** » d'or ou les « prospecteurs » qui ne devraient leur salut qu'à leur persévérance ou leur chance, contrairement aux non persévérants ou aux non chanceux... Nous sommes loin du chômeur, de la responsabilité d'un modèle économique. C'est la roulette russe ou la loterie... pour ceux qui auraient envie de jouer !

 PHILIPPE SAMSON

## Cent vergognes pour l'avenir d'Alters Echos : courrier du lecteur

A bon chat bon rat, regard sur les évolutions qui s'imposent

 YVES PROAL

de notre trimestriel préféré

D'abord du point de vue formel : est-il bien raisonnable en ces temps difficiles de maintenir une qualité de papier à faire pâlir des éditions nationales ? Rien n'est trop beau dites-vous pour la culture et l'information, et vous avez sans doute raison, mais la raison n'est pas la chose la mieux partagée et votre souhait est bien d'être lu par le plus grand nombre, n'est-ce pas ? Et recyclable par-dessus le marché (c'est une expression vide de sens puisque chacun sait que le marché n'existe que dans les livres écrits par des têtes chauves grassement payées – pas pour qu'on se paye leurs têtes, mais on paie quand même) respectueux de l'environnement pour céder aux exigences planétaires dont tout le monde semble se foutre éperdument, du moins si on regarde ceux d'en haut... Et vous dites encre végétale, comme si votre imprimeur chéri n'avait que ça dans ses stocks ! Et ce format ! Insensé ! Comment voulez-vous l'enfiler dans une poche, même grande, dans un cabas ou un panier à salade ? Quant à la couleur, c'est vous qui voyez, mais c'est voyant et inutile, croyez vous qu'on a compris que ces changements de teinte soient le reflet d'une quelconque diversité ? Baliverne et autosatisfaction préjudiciable à l'équilibre comptable : soyez réaliste, si vous demandez l'impossible ! Je ne dirai rien sur les choix de la police, les temps sont trop troublés !

Quant à l'informel, maintenant : que de belles plumes, qui se démènent en plus et proposent des éclairages éclairés, mais qu'attendez vous pour proposer des solutions radicales à

toutes les impasses que vous abordez : allez-y, lâchez-vous, rentrez dans le gras de ce monde de riches où la plupart crèvent de faim : de ceux qui spolient, qui polluent, qui trichent – avec les honneurs qui plus est – de ceux qui cassent ce qui a été construit depuis tant de décennies, de siècles même, les emplois et l'eau, les solidarités et les arbres, les écoles et les abeilles... Rentrez dans le lard avec des solutions concrètes : confisquez les privilèges (bon ça fait réchauffé mais ça peut encore marcher), réduisez à néant les abus des puissants, éradiquez le nerf de la guerre et tous les fusils à pompe, à pédale ou à vapeur.

Pour rester en bonne santé de longs numéros encore : tout d'abord imprimez sur du papier hygiénique, on en vend au kilomètre et pour pas cher ; et pour maintenir la fraîcheur des articles n'écrivez que l'hiver. Proposez des abonnements gratuits qu'on pourrait payer en sol-violette, en fa-pervenche, en mi-lilas, bref toute la gamme peut y passer, parce qu'il en faut des amateurs, amateurs au parfum des zobstacles à la presse libre et engagée. Et laissez-les respirer ! Permettez de désorganiser la pagination en supprimant les agrafes, ça permettra de lire dans le désordre et baissera les coûts ; et limitez les articles à six caractères (comme La Bruyère) et les dessins à trois traits, ça suffit bien, ça gagne de la place et ça fait des économies. Pour que le journal continue, pensez à votre lectorat, mais faites en sorte que votre lectorat pense à vous, en s'abonnant. Nonobstant.

Pour connaître la suite... ABONNONS-NOUS... !  
**Cher mais pas cher le journal : 12 unités l'an.**

**ALTERS ECHOS** - trimestriel / n°42

**Directeur de la rédaction :**  
Philippe Samson

**Conception graphique :** Joe Rabie

**Mise en page :** Anne Dufour, Estelle Redor

**Abonnements :** Abonnements: Michèle Gral, 15 rue des genets 31120 Pinsaguel

**Co rédaction et participation au numéro 42 :**  
Agence Adour Garonne, A Arjonne, Alternatiba, C Bénéteau, BLOOM, CADTM, S Charbonneau, E Druon, R Duterme, A Le Comte, D Lévi Alvarès, Oxfam-France, Peuples Solidaires, Pocheo, Y Proal, S Rostomi, P Samson, Surfri-der, Survival, CM Vadrot, ZeroWaste

**Photos :** C Almeida

**Dessins :** Chimulus, JL Coudray, Intu, C Latuff, J Nokandeh Bahman, B Pantry, Titom (mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 be), E Vega.

**ALTERS ECHOS est un journal alternatif de Midi-Pyrénées.**

**Imprimé par l'Imprimerie SCOPIE**  
31 bis route de Seysses - 31100 Toulouse

**Mail :** altersechos@yahoo.fr

**Prochaine parution :** avril 2016

**ALTERS ECHOS a été imprimé sur papier recyclé avec des encres végétales.**

## ALTERS ECHOS FÊTERA

### T-IL SES 10 ANS ?

JANVIER 2016 : ALTERS ECHOS  
A TOUT JUSTE 10 ANS DE VIE

Pendant cette décennie, le journal s'est attaché à toujours porter un angle alternatif – autre – sur les questions que nous mettons en réflexion tant près de chez nous que dans les pays du Sud autour de ses trois piliers, solidarité, altermondialisme et écologie se recentrant depuis 6 ans sur des dossiers thématiques.

La rédaction du journal fait appel, selon les sujets, à des plumes de tous horizons : universitaires, écrivains, historiens, militants politiques, enseignants, syndicalistes, journalistes, artistes, étudiants, philosophes, économistes, associations, simples citoyens... Près de 300 contributeurs sont recensés, une centaine de photographes, une cinquantaine de dessinateurs... La rédaction n'a aucune difficulté à trouver, inviter et finalement constater que, toujours, de nouveaux contributeurs participent tous avec enthousiasme au journal. Sans compter celles et ceux qui se proposent spontanément ! Insistons aussi sur l'égalité répartition des plumes entre hommes et femmes.

Nous pouvons dire sans fausse modestie que le journal a, en 10 ans, réussi à être reconnu comme un trimestriel de qualité largement au-delà du « cercle militant altermondialiste ».

L'ensemble de la chaîne du journal est totalement bénévole (écriture, photos, dessins, mise en page). Seul le bout de chaîne a un coût : l'impression faite par un professionnel et les envois-abonnés par la Poste. Le journal est d'une totale indépendance s'exonérant de toute publicité. Et s'exonérant aussi de fait de quelques revenus. Ce point n'est pas en débat.

L'avenir serait sans nuage ? La question économique qui devait nous rattraper un jour nous rattrape. Le journal est lu, connu, reconnu. Mais il est plus lu... qu'acheté. Car disponible dans certaines associations, manifestations, envoyé aux contributeurs... Et les abonnés – même du premier cercle – oublient ou négligent de se réabonner.

Alters Echos ne pourra supporter plus longtemps un nombre d'abonnés réduit et chaotique. Nous avons offert un espace d'expression à de nombreuses associations qui ont pu s'exprimer, se faire connaître. Des contributeurs nous félicitent pour la qualité de l'ensemble. Si chaque lecteur était abonné et renouvelait son abonnement la situation n'appellerait aucune alerte.

Le travail de l'imprimeur est le juste coût d'un professionnel qui imprime sur papier recyclé et encres végétales. La Poste ne nous concède aucune facilité (par exemple un envoi de Toulouse à Bordeaux coûte... 1,45 euro ! Soit 5,80/ an pour les 4 numéros).

Augmenter le prix du numéro ou de l'abonnement ne pourrait que très, très partiellement régler le problème. C'est bien le socle des abonnés qu'il faut à la fois consolider et surtout élargir.

Alters Echos est en danger et lance une alerte. Que vous soyez abonnés ou pas, contributeurs, si vous voulez qu'une presse alternative et indépendante vive, abonnez-vous, réabonnez-vous, faites connaître le journal autour de vous.

Si chaque lecteur s'abonne, nous fêterons ensemble le onzième anniversaire.

Merci d'avance à tous. La chaîne solidaire peut se mettre en place. Nous y croyons. La preuve : nous préparons déjà le numéro de mars sur... les lanceurs d'alerte.

L'équipe de rédaction d'Alters Echos

Vous êtes abonnés : si vous voulez recevoir le numéro en pdf plutôt qu'en version papier, merci de le signaler à altersechos@yahoo.fr

### ABONNEZ-VOUS À « ALTERS ECHOS » !

AE-42

Abonnement 4 numéros par an ..... 12 €  
Abonnement de soutien ..... €  
**Libellez votre chèque à l'ordre de « les AMI-E-S D'ALTERS ECHOS »**  
et envoyez-le à Michèle Gral 15 rue des genets - 31120 Pinsaguel  
**Nom :** ..... **Prénom :** .....  
**Adresse :** .....  
**Téléphone :** ..... **Portable :** .....  
**Mail :** .....

Solidarité - Altermondialisme - Ecologie  
Alternative en Midi-Pyrénées